

Aujourd'hui: Passages nuageux vents modérés
Minimum 8° Maximum 20°
Demail: Ensoleillé
DETAILS PAGE A2

QUÉRIN Mazda
1530, boul. Chomedey
Chomedey, Laval 688-4787

Aujourd'hui

Adrien Pelletier s'est livré aux policiers

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Traqué par la police, Adrien Pelletier s'est livré, hier, à la police de Laval, exactement deux semaines après l'enlèvement de son ex-femme, Hélène Lizotte, trouvée assassinée mercredi dernier.

Il passait 10h quand Pelletier est descendu d'une voiture taxi en face du poste numéro un de la police de Laval, au 560, 2e Rue, dans le quartier Chomedey.

«À un certain moment, j'ai vu de mon bureau un homme descendre d'un taxi. Il semblait normal. Il était vêtu comme Monsieur Tout-le-Monde, plus exactement en sport avec un coupe-vent. Il est entré calmement au poste où deux détectives l'attendaient. Je ne savais pas qui était cet homme. Ce sont des collègues de travail qui m'ont par la suite dit qu'il s'agissait d'Adrien Pelletier, recherché pour enlèvement et meurtre», a confié à La Presse un officier supérieur de la police lavalloise.

Après avoir discuté durant quelques minutes avec des membres de la Sûreté lavalloise,

Pelletier a quitté l'immeuble de la 2e Rue à Chomedey avec des agents de l'escouade des crimes contre la personne de la Sûreté du Québec. A son arrivée rue Parthenais, à Montréal, il a été conduit dans une salle d'interrogatoire du quartier général de la SO.

Soupçonné d'avoir hébergé le fugitif, un membre de la famille de Pelletier aurait été interrogé puis libéré par la suite.

Durant des heures, Pelletier a subi un long interrogatoire de la part d'une équipe de policiers de la SO.

En début de soirée, le Dr Pierre Lizotte, frère d'Hélène Lizotte, la jeune femme que Pelletier a quitté l'immeuble de la 2e Rue à Chomedey avec des agents de l'escouade des crimes contre la personne de la Sûreté du Québec.



Adrien Pelletier

VOIR POLICIERS EN A 2
SUITE DES INFORMATIONS EN A 3



B7 CINÉMA

Le personnage d'Irina Kouptchenko perce l'écran dans Femme seule cherche compagnon, seule production soviétique en compétition au Festival des films du monde.

B1 FRANCOPHONIE

Grace à un accord entre les premiers ministres Peterson et Bourassa, l'Ontario prépare déjà sa participation au Sommet des peuples francophones, à Québec.

C6 GOLFE

Des hélicoptères et batiments américains forcent un navire iranien à rebrousser chemin alors qu'il s'approchait de pétroliers koweïtiens dans le détroit d'Ormuz.

D1 ASSURANCE

Les primes pourraient baisser de 10 à 15 p. cent, cet automne, pour les Québécois qui n'auront plus à passer par un courtier pour s'assurer auprès des Caisses pop.



C1 LA MODE

Le couturier le plus connu d'URSS, Slava, créera une petite révolution, en septembre, en présentant 120 de ses modèles aux États-Unis. Ses prix: de \$3 000 à \$5 000.

Sommaire

Table of contents listing sections like Annonces, Arts et spectacles, Brides, Déces, etc., Economie, Etes-vous observateur?, Feuilletton, Horoscope, Le monde, Mots croisés, Mot mystère, Television, and TABLOÏD SPORTS.

La grève du rail: menace de loi spéciale

Ultime ronde de médiation

d'après Canadian Press

Cédant aux pressions de nombreux organismes l'invitant à mettre fin à la grève générale du rail avant qu'elle n'hypothèque trop l'économie, le gouvernement fédéral a donné mandat à son médiateur numéro un de tenter de rallier les parties au conflit, sinon il interviendra par le biais d'une législation coercitive.

Des la première journée du débrayage des 48000 employés du rail, qui a paralysé totalement les services de fret et de passagers dans tout le pays, le ministre des Transports, Pierre Cadieux, a convoqué à Ottawa hier les négociateurs des deux transporteurs ferroviaires nationaux et ceux des syndicats.

Aux Communes, M. Cadieux a révélé que Bill Kelly, qui a contribué à régler la grève des facteurs

au début de l'été, servira de médiateur dans ce conflit en compagnie de M. K. Carson. Ce dernier était déjà médiateur dans la négociation lorsque cette dernière a été rompue, dimanche, sur divers points en litige, notamment la sécurité d'emploi.

«Il s'agit d'une tentative finale de médiation. Si elle échoue, le gouvernement interviendra», a affirmé M. Cadieux.

Les syndicats ont très bien accueilli sa décision, tandis que les Chemins de fer nationaux et CP Rail se sont refusés à tout commentaire.

«Tout ce qui peut être fait pour que nous puissions reprendre le travail grâce à une entente décente nous plaît», a affirmé John Platt, secrétaire exécutif des Syndicats associés du Rail.

Quant au médiateur Carson, il a affirmé que M. Kelly et lui-même n'entrevoient aucune stratégie particulière à la veille d'une nouvelle ronde de négociation.

«Des pressions sont apparues qui pourraient aider», a-t-il affirmé en interview. Sur les piquets de grève, hier, les grévistes semblaient persuadés du bien-fondé de leur cause. De nombreux syndicats mettaient même les compagnies ferroviaires au défi de les faire fléchir, tout en admettant espérer, dans certains cas, que l'intervention d'Ottawa mette rapidement fin au conflit.

«Nous demeurerons en grève aussi longtemps qu'une législation ne nous obligera pas à reprendre le travail», de dire Ken Wallin, un gréviste de Vancouver.

Quoi qu'il en soit, cette grève qui paralysait tous les services aux passagers ainsi que 50 p. cent du trafic de marchandises à travers le pays, a continué d'avoir des effets.

VOIR RAIL EN A 2
SUITE DES INFORMATIONS EN A 3

R.-Canada refuse de s'associer à une offensive contre les MTS et le sida

NICOLE BEAUCHAMP

La ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, Mme Thérèse Lavoie-Roux, a annoncé, hier, la première phase d'une offensive pour contrer les maladies transmissibles sexuellement et le sida qui coûtera \$2,8 millions.

Mais la campagne de publicité qui se greffe au programme de prévention tant attendu se bute déjà au code publicitaire de la Société Radio-Canada - CBC. Ses deux réseaux — anglophone et francophone — refusent en effet de diffuser les messages radio et télé même si ces derniers ont passé la rampe du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, devait préciser Mme Lavoie-Roux.

Visiblement embarrassée d'avoir révélé ce fait susceptible de rallumer la polémique du printemps dernier, elle en bafouillait presque de voir s'agiter les plumes et les micros des journalistes: «La Société a rejeté nos messages parce qu'ils ne contenaient pas de notion reliée à l'abstinence sexuelle. Il lui appartient d'établir ses propres critères. Oui, je suis déçue. Tous les autres diffuseurs, y compris Radio-Québec, ont accepté», a-t-elle affirmé.

Les messages de mise en garde du gouvernement, surtout conçus à l'intention des adolescents et des jeunes adultes, font moutonner la «sexualité responsable» en proposant l'utilisation du condom. A compter du 31 août, deux vedettes du petit écran — Carl Marotte (le Pierre Lambert de la série Lance et Compte) et Marie-Soleil Tougas (la Zoé de l'ancien et très populaire télé-roman Peau de Banane) — interpréteront donc les messages publicitaires.

«Les MTS, tout le monde a ses idées. C'est un problème de plus en plus grave, grave comme le sida. Mais l'amour, ça se protège.»

VOIR SIDA EN A 2

LES CÉGÉPIENS AU BOULOT

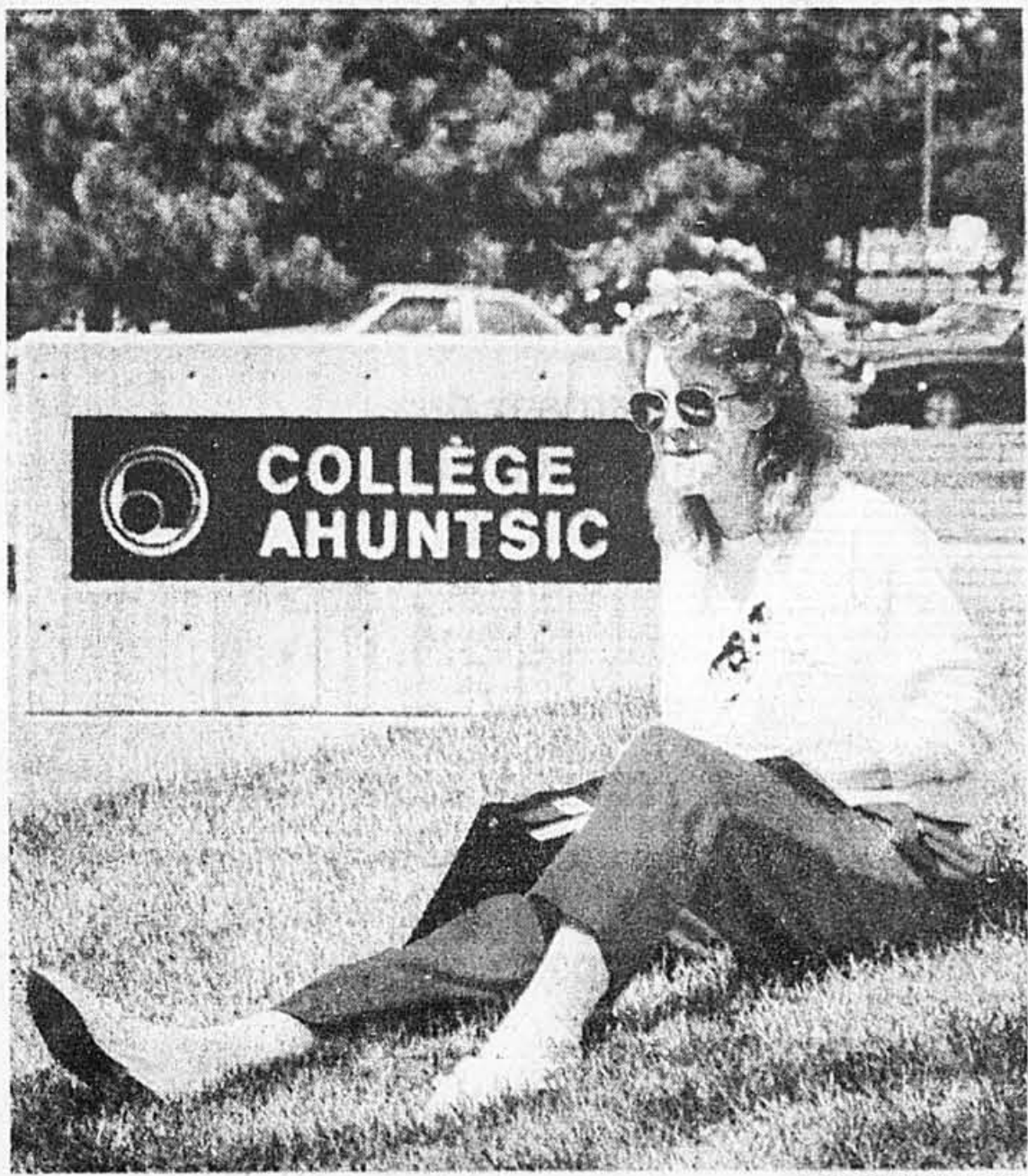


PHOTO PIERRE McCANN, LA PRESSE

Pour Lisanne Godin, comme pour quelque 150 000 cégépiens du Québec, la journée d'hier marquait le glas des vacances et sonnait le temps des retrouvailles et des nouvelles amitiés. Des les premières heures, Lisanne a été enthousiasmée par ceux de ses 5 000 camarades du cégep d'Ahuntsic dont elle avait déjà fait la connaissance. Ils sont «cool», de s'exclamer l'étudiante désireuse de faire carrière en chirurgie. D'autant plus heureuse qu'elle pourra souvent côtoyer sa soeur jumelle qui fréquente le même collège, en sciences humaines. Notre reportage en page A 3

Les touristes reviennent en force

-4-

ANDRÉ NOËL
envoyé spécial de La Presse
PERCÉ

Tous les ans, les fous de Bassan reviennent nichés à l'île Bonaventure, fidèles aux falaises abruptes d'où les jeunes peuvent se précipiter pour apprendre à voler. Après avoir parcouru des milliers de kilomètres depuis le sud des États-Unis, le mâle et la femelle, liés pour la vie, se reconnaissent à leurs cris, se reposent enfin et bâtissent leur nid.

Quand ils arrivent ici, après avoir roulé près de 2000 kilomètres, depuis Allentown en Pennsylvanie, John-Van Eerde et sa femme ne vont pas dormir sur les falaises. Ils prennent une chambre douillette à l'hôtel La Normandie, un quatre lys et trois fourchettes.

Le matin, ils ne plongent pas d'une hauteur de 100 mètres pour attraper un poisson. Ils n'ont qu'à tendre la main pour prendre un croissant, un kiwi, un morceau d'Oké dans la grande salle à manger inondée de lumière qui fait face à la mer.

Mais comme les fous, le couple Van Eerde revient régulièrement à Percé depuis plus de 30 ans. Lui a maintenant 70 ans. Il enseigne le français dans un collège et suit tous les matches de hockey où joue le Canadien, son équipe favorite. Elle, à 67 ans. Elle enseigne l'histoire et ne cesse de cultiver sa francophilie.

«Nous sommes en amour avec l'Europe, explique-t-elle. Mais comme nous n'avons pas les moyens d'y aller chaque été, nous venons ici. La Gaspésie a de si beaux paysages. Et la cuisine est délicieuse.»

Dans les années 1950, venir à Percé était toute une aventure, rappelle M. Eerde. «Plusieurs routes étaient en terre. Il n'y avait rien ici, sauf un motel ou deux et le... rocher. Nous ne pouvions pas débarquer à l'île Bonaventure. C'est beaucoup mieux maintenant. Il y a plus de commodités, plus de restaurants, plus de choses à faire.

L'AUTRE



GASPÉSIE

nant. Il y a plus de commodités, plus de restaurants, plus de choses à faire.

«Et aussi, malheureusement, plus de touristes!», ajoute-t-il avec une pointe de déception, dans un français châtié.

Cet été aura été absolument fabuleux à ce point de vue. Franci-

ne Vallée, adjointe à la direction du Normand, souligne que pour la première fois depuis longtemps, l'hôtel a dû refuser des clients presque tous les soirs de juillet. «Comme les autres établissements affichaient également complet, on devait les renvoyer jusqu'à 100 km!»

Le tourisme a connu un creux dramatique en 1984. Les hôteliers attendaient des hordes d'étrangers pour célébrer le 450e anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier à Gaspé. Les voyageurs ont craint le raz-de-marée et, finalement, ont boudé l'invitation.

Depuis, ils reviennent tranquillement: 645 000 personnes/jour en 1984; un million en 1986. Cette année, les statistiques déferont toutes les prévisions.

À la principale maison de l'Association touristique régionale (ATR), à l'entrée de la Gaspésie à Sainte-Flavie, là où la 132 boucle la boucle, on jubile.

«Du 15 juin au 20 août, on a enregistré une augmentation de 58 p. cent du nombre de visiteurs par rapport à l'an passé!», s'ex-

VOIR TOURISTES EN A 4

Dumoulin
Le petit magasin au grand, grand choix
8390 ST-HUBERT (sud de Métropolitain) 388-4777 / 388-1122

PROMO AUDIO
SONY
STRAY 250: récepteur am/fm stéréo 25 W/canal
PS-LX 230: platine semi-aut. entr. à courroie
Haut-parleur Forum 50 W x 2 voies
Optionnel: TCFX50 cassettephone dolby
499\$

## Un laboratoire de recherche sur le sida à Montréal

CAROLE THIBAUDEAU

■ L'Institut de recherches cliniques de Montréal ouvrira d'ici quelques jours un laboratoire de recherche fondamentale sur le sida. Cette maladie est causée par un rétrovirus, aussi le laboratoire sera-t-il sous la direction du Dr Paul Jolicoeur, un des rares rétrovirologues au Canada.

Le Dr Jolicoeur explique que le travail de laboratoire sur le sida exige des salles «à confinement biologique», de façon à protéger les gens qui y travaillent.

Il y a environ cinq labos au Canada qui travaillent avec les rétrovirus. «Lorsque les premiers cas de sida ont été identifiés au Québec, nous nous sommes trouvés assez dépourvus car presque personne n'était équipé pour travailler sur les rétrovirus», relate le Dr Jolicoeur.

Jusqu'à l'arrivée du sida, les rétrovirus n'avaient pas la réputation de causer des maladies chez les humains, sauf une forme de leucémie adulte connue au Japon. On les savait cependant responsables de nombreux cancers chez l'animal, notamment la leucémie féline, et les tumeurs chez de

nombreuses espèces animales. Il y a actuellement un regain d'intérêt pour ces micro-organismes dans la communauté scientifique. On a récemment découvert qu'un virus causait une forme de parésie (paralysie partielle) spastique tropicale.

Le Dr Jolicoeur est actuellement très peu loquace sur les projets qu'il se propose de réaliser dans ce nouveau laboratoire. Il en est plutôt à l'étape des demandes de fonds. «La politique gouvernementale face au sida sera déterminante», souligne-t-il.

Rappelons que le ministre fédéral de la Santé et du Bien-être social, M. Jake Epp, attend que le début de 1988 un rapport sur les implications médicales, économiques et sociales du sida sur la population canadienne. Le groupe de travail chargé de la rédaction de ce rapport est formé d'une trentaine de spécialistes au Canada, et présidé par le Dr Michel Chrétien, directeur de l'Institut de Recherches Cliniques de Montréal.

En date du 7 août, on comptait 377 cas déclarés de sida au Québec, 1205 au Canada et plus de 55000 dans le monde.

## Projet de monorail entre Montréal et la Rive-Sud

Presse Canadienne

■ Radio-Canada rapportait hier soir avoir appris qu'une compagnie torontoise, la Transit Canada, serait prête à construire un monorail qui assurerait un service de transport pour les usagers de la rive sud de Montréal.

L'éventuel monorail reposerait sur les assises de la jetée brise-glace qui longe le pont Champlain. Construit au coût de \$50 millions, il pourrait transporter 24 000 passagers à l'heure.

De chaque côté du Saint-Laurent, le monorail donnerait accès au service de transport en commun actuellement en place.

## La clinique d'avortement du CLSC d'Alma peut rester ouverte

Presse Canadienne

ALMA

■ Le CLSC le Norois d'Alma vient de remporter une autre victoire dans le débat juridique l'opposant à M. Richard Côté, un citoyen d'Alma qui tente de faire fermer la clinique d'interruption de grossesse de l'établissement.

Selon un jugement rendu vendredi dernier par le juge Henri Larue, de la Cour supérieure du

Québec, l'ouverture d'une telle clinique à Alma ne cause aucun préjudice au demandeur Richard Côté. Le juge a donc rejeté la requête en injonction permanente déposée par ce dernier.

Il s'agit d'un troisième revers pour le requérant. Le juge Gaston Harvey, de la Cour supérieure, avait rejeté, dans un premier temps, une requête en injonction interlocutoire visant le même objectif.

## Visite du pape: l'alcool serait interdit à Fort Simpson

Presse Canadienne

EDMONTON

■ La consommation d'alcool doit être complètement interdite à Fort Simpson durant la visite que le pape Jean-Paul II doit effectuer dans ce village des Territoires du Nord-Ouest le 20 septembre prochain pour éviter les ennuis, estime un chef de bande de la localité.

«C'est un événement spirituel, pas une fête», a déclaré hier Jerry Antoine, chef de la bande Dene de Fort Simpson. La plupart des résidents de ce village seraient d'accord et les chefs d'autres bandes indiennes ont fait connaître leur appui, a ajouté M. Antoine.

Une foule de 5 000 Amérindiens provenant des provinces de l'Ouest et des deux territoires est attendue dans ce village de 1 400 habitants les 19 et 20 septembre prochains.

En 1984, alors que le souverain pontife n'avait pu se rendre à Fort Simpson à cause du brouillard, une pareille mesure avait été prise au cours des trois jours qui ont précédé la date prévue de la visite du pape.

Les neuf membres du détachement local de la Gendarmerie royale du Canada ont accueilli avec joie la proposition d'instituer une telle interdiction.

## SUITE DE LA UNE



Les grévistes des Chemins de fer nationaux ont mis en place un piquet de grève, tôt hier matin, bloquant l'accès à la cour de triage de Pointe Saint-Charles.

## RAIL

La grève du rail: menace de loi spéciale

fets dévastateurs. Ainsi, Via Rail, qui a dû suspendre ses opérations — elle utilise des équipages du CN et du CP — a débauché hier 4 000 de ses syndiqués.

CN et CP avaient mis à pied 10 000 travailleurs dès le début de la grève, la première au niveau national depuis 14 ans.

Parmi ceux qui ont été mis à pied figurent 6 000 ouvriers d'usines qui auraient eu droit de grève légale des aujourd'hui. Leurs leaders syndicaux ont d'ailleurs rencontré les négociateurs des chemins de fer, hier à Montréal, pour reprendre immédiatement les pourparlers contractuels.

Partout à travers le pays, par ailleurs, les usagers du rail font face à des situations parfois inextricables. Que dire de ces pêcheurs sportifs de Montréal captifs du village de Clova, à 360 kilomètres au nord de Montréal et qui doivent attendre qu'un autobus nolisé les sorte «du bois» par une difficile route forestière.

Dans les provinces de Terre-Neuve et de l'Île-du-Prince-Édouard, les compagnies de transport intercity par autobus administrées par Via Rail signalaient que leurs chauffeurs travaillaient au ralenti, ajoutant au désarroi des voyageurs.

Obtenir un siège sur un avion faisant la navette entre Montréal et Toronto — le trajet le plus achalandé de Via Rail — relevait hier du défi. Air Canada n'avait aucune place de libre, tout comme City Express. Canadian International signalait pour sa part que les réservations pleuvaient.

À Toronto comme à Montréal, les autorités policières ont signalé un alourdissement très notable du trafic, dans le centre-ville, du fait des travailleurs qui ont dû utiliser leur voiture.

À court terme, cette grève générale du rail pourrait amener une paralysie croissante des ports canadiens et la mise à pied de milliers d'autres travailleurs.

La seule mention d'une grève prolongée a l'effet d'un affreux cauchemar chez les exportateurs de produits en vrac tels le soufre, la potasse et le charbon, marchandises qui sont littéralement captives des chemins de fer. L'industrie du camionnage ne peut en effet prendre la relève dans ces cas particuliers.

Dans les ports de la côte Ouest, notamment, il ne reste que quelques jours d'approvisionnement de certains produits tels les céréales et le charbon, si bien que ces ports pourraient être paralysés très bientôt, malgré les convois expédiés par quelques petits transporteurs ferroviaires privés.

À Vancouver, les ouvriers portuaires n'ont plus que 10 jours de stocks en céréales à transborder sur les navires, tandis qu'à Prince Rupert, toujours en Colombie-Britannique, les stocks ne dureront que deux jours alors que six navires attendent de faire le plein.

Entre-temps, les céréales commencent à s'accumuler dangereusement dans les éleveurs des Prairies. Les éleveurs du Saskatchewan Wheat Pool, notamment, auront fait le plein d'ici à la fin de la semaine.

Advenant que la grève du rail persiste, affirment les agriculteurs, plusieurs ventes devront être annulées. Le premier ministre Bill Vander Zalm de la Colombie-Britannique fut d'ailleurs un des premiers hommes politiques à réclamer une intervention rapide du fédéral.

L'Association canadienne des manufacturiers a réclamé une législation immédiate ordonnant le retour au travail, expliquant qu'une grève de plus d'une semaine «serait dévastatrice pour l'économie».

«Nous ne croyons pas que

notre économie puisse subir un tel revers, actuellement», a affirmé pour sa part Peter Dawes, porte-parole de l'Association des importateurs du Canada.

Beaucoup d'expéditeurs ont opté pour le camionnage comme alternative au rail. Certains affirment toutefois qu'ils ne pourront assumer les frais supplémentaires ainsi encourus que durant quelques jours, après quoi ils devront ralentir leur production et relâcher du personnel.

Ce sont également les consommateurs qui devront assumer les coûts supplémentaires encourus pour transporter par camions les denrées périssables arrivant à la frontière par les convois américains ou des navires étrangers.

Ainsi, les importateurs de viandes en provenance d'Australie et de Nouvelle-Zélande doivent payer un surplus de \$400 pour transporter par camion un conteneur de Halifax ou Vancouver vers le centre du pays.

Sur la frontière canado-américaine, la grève a également eu de graves conséquences. Ainsi, les voyageurs ferroviaires venant des États-Unis ont dû emprunter les autobus en arrivant au Canada. Par ailleurs, les expéditions de pièces d'automobiles, de papier-journal et de bois d'œuvre du Canada vers les USA ont été réduites à zéro.

Le conflit du rail repose toujours sur deux clauses principales: la sécurité d'emploi et les contrats accordés à des sous-traitants.

La majorité des cotisants des Syndicats associés du Rail possèdent déjà la «sécurité d'emploi», en ce que leurs contrats stipulent que tout travailleur possédant plus de huit ans de services continus ne pourra être congédié advenant des changements technologiques ou opérationnels chez CN ou CP.

Cette clause ne protège toutefois pas les ouvriers du rail contre les congédiements dus aux conditions économiques négatives, notamment une récession susceptible de réduire considérablement le trafic ferroviaire.

Les syndicats réclament une sécurité totale contre tout type de congédiement et désirent que soit réduit à quatre ans le nombre d'années de services protégeant leurs cotisants.

## POLICIERS

Adrien Pelletier s'est livré aux policiers

Adrien Pelletier est soupçonné d'avoir cruellement assassiné, a déclaré à La Presse qu'il était inquiet. «Oui, ça m'inquiète. Il peut encore s'en sortir et recommencer. Le fait de s'être livré peut l'aider», pense le médecin qui travaille avec sa femme à mettre sur pied un fonds destiné aux maisons qui aident les femmes battues.

Pour le Dr Lizotte rien ne prouve encore que le corps décomposé découvert à Saint-Jérôme est bien celui de sa soeur. «La seule chose que nous avons eue, c'est une carte d'identification de Caroline, la fille de ma soeur. Les policiers ont remis cette carte à mon père lorsqu'ils sont venus à la maison. Ils ont aussi dit qu'Hélène avait reçu quatre balles à la tête. C'est tout. Nous n'avons pas encore vu le corps. Il se pourrait fort bien que mon père et mon frère demandent à un avocat d'entreprendre des démarches judiciaires pour faire activer les choses. Nous voulons être fixés», ajoute-t-il.

Heures d'angoisse  
En plus des proches de la victime, il y a au moins une autre personne qui a vécu de longues heures d'angoisse depuis la journée du rapt. Il s'agit de Mme Denise Langlais qui a occupé durant près de quatre mois un logement au-dessus de celui qui abritait Pelletier, dans le quartier Laval-des-Rapides. Pelletier demeurait à

moins d'un kilomètre de l'appartement qu'habitait Hélène Lizotte, boulevard Laval.

«Il paraissait très gentil. Je ne l'ai jamais vu se déplacer. Hélène venait souvent ici, principalement les week-ends. Ils ont même été faire du camping ensemble dans une roulotte appartenant à Pelletier, à Deux-Montagnes», a expliqué Mme Langlais à La Presse.

L'ancienne voisine du suspect numéro un dans la mort de la jeune femme de 33 ans a poursuivi en mentionnant qu'elle avait vu Pelletier pour la dernière fois le 8 août, deux jours avant le rapt commis en plein jour, et devant témoins.

«Nancy (une fillette de huit ans que Pelletier a eue avec une autre femme) était souvent chez lui; pour la fête de son père, le 10 août, elle devait lui faire un gâteau», dit-elle.

Lors de l'entrevue, Mme Langlais a aussi dit que le 11 août, le lendemain de l'enlèvement d'Hélène Lizotte sous la menace du revolver devant des camarades de travail, des policiers de l'escouade «swatt» étaient arrivés en grand nombre chez elle. «J'ai appris par la suite qu'une arme à canon tronqué avait été trouvée dans l'appartement de trois pièces de Pelletier. Depuis ce temps, je vivais dans la peur. Je suis heureuse qu'il soit enfin entre les mains de la police», conclut-elle.

Depuis qu'elle demeure à cet endroit, Mme Langlais n'est pas tellement chanceuse avec ses voisins immédiats. Mêlé à une histoire de drogue, celui qui occupait l'appartement de Pelletier auparavant a été trouvé assassiné.

## Conversations téléphoniques

Rappelons le film des événements de l'affaire Lizotte-Pelletier.

La jeune femme a été enlevée alors qu'elle quittait son travail; elle portait un sarrau blanc. Avant de disparaître dans son automobile, elle a crié: «Non, Adrien, ne fais pas ça!», ont raconté des témoins.

Huit jours plus tard, le mardi 18 août, la Subaru de Mme Lizotte était retrouvée dans le stationnement du bureau de poste de Morin Heights.

Il semble que durant le week-end (du 15 et 16 août), Pelletier aurait téléphoné à des proches. Il aurait même, de manière anonyme, contacté la police.

À la suite de ces appels, la SQ se rendait tôt mercredi matin dans la région de Bellefeuille, dans les Laurentides.

À 11 h 30, les occupants de l'hélicoptère de la SQ décrochaient un corps dans une petite clairière à la limite de Saint-Jérôme. Le corps était dans un état de décomposition avancé. La mort d'Hélène Lizotte remonterait au 10 août.

## SIDA

R.-Canada refuse de s'associer à une offensive contre les MTS et le sida

Le condom, ça réduit les risques», vont-ils dire en substance.

La vaste campagne de communication lancée par le ministère a reçu l'appui du réseau de ses établissements (les hôpitaux et les 32 départements de santé communautaire, les CLSC, etc.). Elle comporte notamment deux autres volets.

Un service téléphonique permettra en tout temps aux citoyens de Québec de demander tout ce qu'ils voudraient savoir et n'ont pas demandé sur les MTS et le sida. À compter du 1er septembre, il suffira de composer le 1-800-463-5656 pour obtenir des renseignements confidentiels et gratuits.

Dans la panoplie des moyens d'information, un vidéo d'un guide

d'accompagnement» s'adresse spécialement aux étudiants du deuxième cycle secondaire. Il a reçu la bénédiction du ministre de l'Éducation.

«Il faut conjuguer dans une même direction les efforts de tous les agents d'éducation afin que les jeunes prennent conscience de la nécessité d'adopter une attitude éclairée et un comportement responsable en matière de sexualité», a tenu à souligner le ministre de l'Éducation Claude Ryan.

D'autre part, le ministre Lavoie-Roux a dévoilé les grandes lignes d'un plan d'action pour combattre le sida pour lequel elle débloquera \$2 millions «d'argent neuf». Ce programme en sept points traduit grosso modo les mesures recommandées dans le rapport que le comité consultatif de huit experts (il s'agit de l'ancien Comité-sida Québec converti en comité avisé en décembre 86) lui a remis au mois de mai.

D'ici au mois de novembre, trois équipes — deux à Montréal et une à Québec — se constitueront et associeront entre autres des professionnels de CLSC, de départements de santé communautaire et d'hôpitaux pour dispenser des services de dépistage



La ministre Thérèse Lavoie-Roux est déçue de la décision de la Société Radio-Canada.

et de «counseling». On verra en outre à consolider la surveillance épidémiologique.

Quant au traitement des malades atteints du sida, un projet-pilote, visant à leur offrir des services de dépannage ou d'hébergement provisoire, s'élabore en ce moment. Un programme de formation à l'intention des professionnels qui les soignent s'ajoute à cette mesure.

Toutefois, c'est une offensive à plus long terme que la ministre entend mettre en branle. Un groupe de travail, coordonné par la nouvelle sous-ministre Mme Denise Laberge, en approfondira les diverses facettes (prévention, soins, recherche, aspects psychosociaux et éthiques) en vue de définir «une politique ministérielle intégrée sur le sida».

Si le président du comité consultatif d'experts médicaux, le Dr Richard Morriset, s'en réjouit, en revanche les porte-parole de l'organisme communautaire Sida-Montréal ne cachent pas leur inquiétude et leur déception devant «une stratégie qui n'en est pas une» et ne réserve pas une place déterminée aux groupes bénévoles.

**Où donner son sang aujourd'hui**

■ La Presse et la Croix-Rouge vous rappellent que seulement 5 p. cent des Québécois donnent régulièrement du sang. Joignez les rangs de ceux qui sauvent une vie, car les besoins de sang demeurent les mêmes. Aujourd'hui, la Croix-Rouge tient une clinique de sang:

■ à Montréal, au centre permanent de la Croix-Rouge, 3131, est Sherbrooke, de 10 h à 20 h;

■ à Val-D'Or, au sous-sol de l'église Saint-Sauveur, 5ième avenue, de 13 h à 20 h.

LA MÉTÉO			
<b>Québec</b>			
Abitibi	6	16	Ens. pa. nu.
Outaouais	6	17	Ciel var.
Laurentides	6	17	Ciel var.
Cantons de l'Est	4	16	Nuageux
Mauricie	6	16	Nuageux
Québec	10	16	Nuageux
Lac-Saint-Jean	6	16	Ciel var.
Rimouski	8	14	Nuageux
Gaspésie	8	14	Nuageux
Baie-Comeau	6	12	Ciel var.
Sept-Îles	6	14	Ciel var.
<b>Canada</b>			
Victoria	10	28	
Edmonton	7	21	
Regina	7	23	
Winnipeg	9	19	
Toronto	10	22	
Ottawa	6	22	
Halifax	11	22	
Montréal	8	20	
Saint-Jean	15	23	
<b>États-Unis</b>			
Boston	13	25	N.-Orléans 23 34
Buffalo	11	21	Pittsburgh 11 22
Chicago	11	23	S. Francisco 15 22
Miami	26	34	Washington 14 28
New York	15	26	Dallas 25 38
<b>les capitales</b>			
Amsterdam	10	20	Madrid 16 33
Athènes	20	31	Moscou 13 23
Acapulco	26	35	Mexico 12 26
Berlin	15	24	Oslo 11 14
Bruxelles	10	22	Paris 16 24
Buenos Aires	11	19	Rome 20 33
Copenhague	18	26	Seoul 21 31
Genève	18	27	Stockholm 15 19
Hong Kong	27	31	Tokyo 24 30
Le Caire	23	34	Trinidad 27 33
Lisbonne	17	25	Vienne 16 28
Londres	14	20	

La Quotidienne

Tirage d'hier

a trois chiffres 001

a quatre chiffres 2303



35-2-01

Mardi 25 août 1987

## L'affaire Pelletier: la Couronne renvoie la balle au juge

GERMAIN TARDIF

■ Quoique reçu de toutes part avec un immense soulagement, tant dans les milieux policiers que judiciaires, le retour d'Adrien Pelletier, qui s'est livré à la police, ne résout pas le problème de sa mise en liberté, le 27 juillet, alors qu'il était accusé de voies de fait graves et de menaces de mort à l'endroit de son ex-épouse, Hélène Lizotte.

Rappelons que, dans un premier temps, Pelletier avait comparu, deux jours plus tôt, le 25 juillet, en Cour des Sessions de la paix, pour répondre à ces accusations. L'avocat de la Couronne s'était alors opposé à sa libération, ce qui devait donner lieu, le surlendemain, lundi, à son retour devant le tribunal pour l'étape suivante de l'enquête sur cautionnement.

Le procureur de la Couronne, ce jour-là, ne formulait plus d'objections mais, plutôt, il acceptait la remise en liberté du prévenu mais en l'assortissant de trois conditions: aviser la police de tout changement de domicile; s'abstenir de toute communication avec Mme Lizotte; et s'abstenir d'avoir en sa possession toutes armes offensives à l'extérieur de chez lui.

Le juge Joseph Tarasofsky, qui présidait à cette enquête sur cautionnement, soutient qu'en vertu de l'article 457 du code pénal, il ne pouvait agir autrement qu'il l'a fait.

Le premier paragraphe de cet article indique bien, en effet, que le juge de paix doit ordonner que le prévenu soit mis en liberté pourvu qu'il remette une promesse sans condition, à moins que la poursuite ne fasse valoir des motifs justifiant sa détention.

C'est ce qui s'est passé: la Couronne s'opposant, le 25 juillet, à la libération de Pelletier, ce dernier fut renvoyé en détention à Parthenais jusqu'au 27 juillet pour y subir son enquête sur cautionnement.

La Couronne accepta, ce jour-là, de le libérer sous condition et ne présenta pas de preuve démontrant, par voies de documents ou de témoignages, que Pelletier constituait un risque ou un danger pour le public.

Le juge soutient que, dès lors, il n'avait plus le choix, en vertu de l'article 457.

Son interprétation est, toutefois, quelque peu divergente de celle exprimée par le président de l'Association des substituts du procureur général, Me Jacques Casgrain.

Il reconnaît qu'un juge n'a pas de juridiction si la Couronne ne lui dit rien. Mais il est d'avis que, dans le cas où l'avocat de la Couronne accepte une libération assortie de conditions, le juge a le droit de l'interroger sur ces conditions ou sur les motifs qui les lui font poser, ce qui ne s'est pas produit dans le cas de Pelletier.

Au sujet du problème de la violence conjugale, Me Casgrain a déclaré que la Couronne n'a pas les ressources suffisantes pour combattre ce phénomène comme elle le voudrait.

L'affaire Lizotte-Pelletier soulève un autre problème: celui de l'insuffisance d'espace dans les centres où sont détenus les individus appelés à comparaître ou en attente de procès, tels qu'à Parthenais, à Saint-Jérôme, à Québec, Saint-Jean ou ailleurs.

Sans aller jusqu'à adopter une politique de contingentement, les directeurs de ces centres communiquent régulièrement avec les bureaux des procureurs de la Couronne pour les avertir qu'ils sont à court de cellules et pour les inviter à ne pas se montrer trop rigides en ce qui a trait aux mises en liberté des prévenus qui comparaissent.

La solution, selon Me Casgrain, c'est de construire d'autres prisons.

S'exprimant au nom de l'Association dont il est le président, il a déclaré que l'enquête que le ministre de la Justice, M. Herbert Marx, a ordonnée sur l'affaire Pelletier devrait s'élargir pour cerner les problèmes organisationnels dans l'administration de la justice criminelle au Québec.

# La ville de Saint-Léonard devra rembourser à ses commerçants \$1,2 million de taxes perçues en trop

FLORIAN BERNARD

■ L'administration municipale de Saint-Léonard devra, au cours des prochaines semaines, remettre \$1,2 million de taxes perçues illégalement des commerçants, au cours de l'exercice financier de 1986. En y ajoutant les intérêts encourus depuis cette date et les frais juridiques, la facture atteindra près de \$1,5 million.

Un porte-parole du ministère des Affaires municipales a déclaré à La Presse, hier, que la Ville aura le choix des méthodes de remboursement. Deux possibilités ont été envisagées: soit un règlement d'emprunt

ou un virement provenant des surplus accumulés.

La Ville a confié à une firme d'avocats, Viau, Hébert, Denault, le mandat de préparer un projet de loi privé l'autorisant à modifier son règlement d'imposition de la taxe d'affaires, de façon à le rendre conforme à la Loi des cités et villes, évitant ainsi une répétition des événements qui ont eu pour conséquence de taxer en trop les commerçants de la ville.

De leur côté, les membres de l'opposition, notamment l'ex-candidat à la mairie, M. Tony Iammatteo et les conseillers André Chrétien et Giuseppe Fagnoli, se sont déclarés outrés de constater que l'ensemble

des contribuables devra payer pour « les bévues administratives » du maire Raymond Renaud.

« Nous avons demandé au ministre des Affaires municipales, M. André Bourbeau, de faire une enquête afin de découvrir les véritables responsables de cette taxation illégale, et de faire en sorte que les personnes fautives aient à répondre de leurs gestes », a déclaré M. Iammatteo.

Depuis que cette affaire a éclaté, à Saint-Léonard, le trésorier de la ville, M. Marcel Bouthillier, a été muté. Quant au directeur général, M. Robert Morin, il avait démissionné et quitté ce poste quelques semaines

plus tôt. Le maire Renaud les avait tenus responsables d'avoir fixé un taux de taxe contraire à la Loi des cités et villes.

L'opposition a soutenu, pour sa part, qu'elle entretient de sérieux doutes sur des affirmations du maire qui tendent à miner la crédibilité des fonctionnaires municipaux. Elle a aussi blâmé le maire d'avoir gardé le secret autour de cette affaire, notamment tout ce qui se rapporte à la démarche de remboursement des commerçants lésés.

La Presse n'a pu obtenir de commentaires du maire Raymond Renaud, hier, ce dernier étant absent de l'hôtel de ville.



Les autobus de la STCUM qui assurent la liaison Montréal-Rigaud partent de la gare de Beaconsfield et suivent la route 20 jusqu'à la station de métro Lionel-Groulx où cette photo a été prise hier matin.

PHOTO PAUL HENRI TALBOT. LA PRESSE

## La STCUM vient à la rescousse des passagers de la banlieue affectés par la grève du rail

LISA BINSSE

■ Les passagers des trains de banlieue entre Montréal, Rigaud et Deux-Montagnes ont dû s'armer de patience hier matin. Ils se sont retrouvés sans train, à cause de la grève des 48 000 cheminots du CN et du CP, et ont dû se contenter des autobus fournis par la Société de transport de la CUM.

La grève, déclenchée dimanche soir, paralyse le service de trains de banlieue assuré par le Canadien National sur la ligne Montréal-Deux-Montagnes et par le Canadien Pacifique sur la ligne Montréal-Rigaud. Il y a environ 16 000 déplacements par jour sur ces deux lignes.

Pendant toute la durée de la grève la STCUM, qui exploite ce service ferroviaire, mettra quelque 20 autobus de plus en service sur son territoire pour dépanner les usagers touchés par la grève.

Le service ferroviaire de Via Rail, qui exploite plus de 100

trains par jour, est également stoppé par cette grève des membres des Syndicats associés des employés de chemins de fer d'un bout à l'autre du pays. Un porte-parole de cette société a fait savoir hier que les quelque 1 000 voyageurs coincés hier à Montréal par l'interruption du service ont été acheminés à bon port.

Les autres passagers dont les plans de voyage sont dérangés par la grève peuvent se faire rembourser leurs billets à la Gare centrale. Via Rail est prête à les aider à trouver un autre moyen de transport, mais ils devront en assumer les frais.

Mme France Laverdure, de la STCUM, a expliqué que le service offert a donné de bons résultats hier entre Montréal et Deux-Montagnes, mais que la situation était plus confuse pour ce qui est de la ligne entre Montréal et Rigaud où les passagers ne savaient pas où aller.

Sur la liaison Montréal-Deux-Montagnes, le service fonctionne

de la façon suivante: le matin, de 6 h 30 à 8 h 30, des autobus (numéro 68X) partent de Roxboro pour se rendre à la station de métro Côte-Vertu, en suivant à peu près le même trajet que le train. L'après-midi, le service va dans le sens contraire entre 16 h et 19 h 15.

Les départs se font environ aux 10 minutes le matin et aux cinq minutes l'après-midi. Les arrêts sont près des gares ferroviaires.

Pour assurer la liaison Montréal-Rigaud, les autobus (numéro 211X) partiront, entre 6 h 05 et 8 h 40, de la gare de Beaconsfield et suivront la route 20 avec des arrêts (prêts de la route 20) à Cedar Park, Pointe-Claire, Valois, Pine Beach, le terminus d'autobus à Dorval et, finalement, la station de métro Lionel-Groulx. L'après-midi, le même service est offert entre 15 h 30 et 18 h 30 au huit minutes.

Les personnes qui vivent à l'extérieur du territoire de la STCUM devront se débrouiller pour se

rendre aux points desservis par ces deux lignes d'autobus provisoires.

La Société de transport de Laval a décidé que son réseau régulier est capable d'absorber le surplus de passagers, environ 250 personnes sur son territoire. En cas de besoin, des autobus seront ajoutés au réseau régulier. La STL a avisé hier les usagers qui prennent le train Montréal-Deux-Montagnes et qui veulent voyager par ses autobus, qu'ils doivent se rendre à un arrêt d'autobus de la STL situé sur le chemin Oka.

Dans le cas du service ferroviaire normalement offert entre Mont Saint-Hilaire-Montréal, les passagers peuvent se prévaloir du service d'autobus de la Société de transport de la Rive-Sud de Montréal. Une porte-parole de la STRSM a reconnu que le réseau avait connu hier matin un achalandage accru. Au besoin, des autobus additionnels seront mis en service.

## 15 accusés sont libérés parce que la Cour a trop tardé à les entendre

BRUNO BISSON

■ Quinze personnes qui devaient comparaître hier en Cour municipale de Montréal ont été libérées sans avoir été jugées après que leurs avocats aient déposé une requête en habeas corpus auprès d'un juge de la Cour supérieure.

Le juge Jacques Ducros, qui a reçu et accepté la requête, a alors ordonné la libération immédiate de ces accusés parce que la Cour n'a pas respecté le délai maximum de 24 heures suivant leur arrestation avant d'entendre leur cause.

Ces quinze personnes ont été arrêtées et emprisonnées durant le dernier week-end, la plupart pour des motifs liés à la prostitution. Leurs causes étaient inscrites au rôle de comparutions d'hier de la Cour municipale. Par manque de temps, le juge de la Cour, Mme Raymonde Verreault, a reporté leur comparution à aujourd'hui. Or, selon la loi, toute personne doit comparaître dans les 24 heures suivant son arrestation, sinon elle doit être libérée.

Les cinq avocats de ces quinze personnes ont donc déposé ensemble une requête en habeas corpus auprès d'un juge de la Cour supérieure qui a immédiatement ordonné leur libération.

Me Pierre Denault, directeur de section à la Cour municipale, représentait six des quinze détenus arrêtés pendant le week-end. Il a communiqué hier avec La Presse pour protester contre la décision de Mme Verreault qui, selon lui, engage sérieusement les droits fondamentaux qu'assure l'administration de la justice au Québec.

« Nous avons demandé des ordonnances parce qu'on n'a pas le droit d'emprisonner des gens plus de 24 heures sans leur donner l'opportunité de se défendre d'une inculpation. La détention de ces gens est devenue illégale à partir du moment où le juge Verreault a décidé de reporter leur comparution. C'est tout à fait inadmissible. »

Me Denault a également fait remarquer qu'une dizaine de personnes représentées par d'autres avocats et qui n'ont pas comparu hier comme prévu, sont peut-être toujours en cellule même si elles sont détenues depuis plus de 24 heures.

« Les rôles de comparution sont de plus en plus chargés à la Cour municipale, explique Me Denault. Les juges se plaignent, les avocats se plaignent, tout le monde se plaint des délais. Aujourd'hui (hier), il devait y avoir environ 75 comparutions prévues. »

Me Denault croit que la vitesse avec laquelle les juges sont obligés d'expédier les cas des inculpés en Cour municipale nuit grandement à l'image de la justice. Selon lui, les arrestations de plus en plus fréquentes liées à la prostitution sont en partie responsables du volume des comparutions à la Cour municipale.

« Peut-être bien qu'il manque également de coordination entre les différents postes de police qui semblent distribuer des sommations à comparaître tous en même temps. Les juges sont débordés. Mais cela ne suffit sûrement pas pour que nous laissons des droits fondamentaux brimés comme ce fut le cas aujourd'hui », a conclu Me Denault.

## C'est la rentrée dans les cégeps du Québec

GEORGES LAMON

■ Assise à l'écart, à même la pelouse du cégep Ahuntsic, Lysanne Godin consulte son horaire de cours pour l'année. Derrière elle, un couple d'étudiants se bécote. D'autres cégepiens décontractés, profitent des chauds rayons de soleil, malgré quelques soubressauts frisquets. Sur les bancs environnants des étudiantes discutent de leur projet d'études. À l'intérieur du cégep Ahuntsic, ça grouille de monde. C'est le temps des retrouvailles et des nouvelles amitiés pour les quelque 5 000 étudiants.

Cette année, pour plus de 150 000 cégepiens québécois des 91 collèges dont 47 privés, les vacances étaient terminées. C'était hier jour d'entrée ou de rentrée. Le Service régional d'admission du Montréal métropolitain (SRAM) estime à 37 488 le nombre de nouvelles admissions dans les 24 cégeps et collèges francophones de la grande région de Montréal. Il s'agit d'une légère baisse sur l'an dernier.

Pour son entrée au cégep en sciences de la santé, cette première expérience collégiale emballa grandement Lysanne Godin. Elle préfère, certes, le travail en solitaire. Mais si l'ennui la gagne, elle pourra toujours aller voir sa jumelle inscrite en sciences humaines, au même collège. Évidemment, leur horaire ne coïncidera pas toujours.

« Depuis ma sixième année, j'avais très hâte d'aller au cégep et aussi à l'université, avoue-t-elle toute souriante. J'ai bien aimé

l'atmosphère du cégep à la rentrée. Disons que dans un sens je m'y attendais un peu. Ici les gens sont cool. Le premier contact est on ne peut plus intéressant. Et puis j'ai un très bel horaire. »

La jeune verdunoise de 18 ans est consciente que ses études collégiales nécessiteront davantage d'études et de travaux, mais elle est prête à tous les sacrifices pour parvenir à son but: devenir chirurgienne. Bien sûr, il lui faudra passer par ses deux années de collège avant de penser à l'université. Elle aurait bien voulu aller au cégep Maisonneuve, mais on l'a refusée faute de place.

« Ici, ce n'est plus comme au secondaire, il faut savoir se débrouiller tout seul et surtout prendre ses responsabilités, dit-elle. C'est quand même bien le fun. Une fois au cégep, le reste va suivre. Je pense que ce sera pareil à l'université. » La pause de midi achevée. Pour Lysanne Godin, comme pour tous ses collègues, il ne reste que quelques minutes avant le début des cours. La roue a commencé à tourner...

Pour ce qui est des autres niveaux scolaires, la rentrée se fera le lundi 31 août. Les 84 000 élèves de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CÉCM) reprendront le chemin des 151 écoles primaires et 57 écoles secondaires. Les 15 000 élèves répartis dans 37 écoles primaires et secondaires du secteur anglophone, eux, ne rentreront que le lendemain.

Rappelons que les dates limites d'inscription dans les nouvelles écoles sont les 25 et 26 août, de 9 h 30 à 11 h 30 et de 13 h à 15 h.

## EN BREF

### JEUNE FEMME POIGNARDÉE

■ Une jeune femme a été trouvée sans vie, le corps transpercé d'une trentaine de coups de couteau, vers 10 h, hier matin, dans un champ de maïs de Saint-Roch-de-l'Achigan, à une quarantaine de kilomètres au nord-est de Montréal. La victime, qui aurait entre 16 et 20 ans, a été trouvée par un fermier de 70 ans, M. Laurent Duval, accompagné de son fils Luc. Elle gisait ensanglantée, des espadrilles aux pieds, et avait pour seul vêtement un blue-jean descendu jusqu'en bas des genoux. Le corps a été transporté au laboratoire de médecine légale, rue Parthenais, à Montréal, où une autopsie doit déterminer la cause de la mort. Selon les premières constatations, le ou les meurtriers auraient même passé sur leur victime en voiture. Un manteau court a été trouvé à proximité du corps, mais il ne contenait rien permettant d'identifier la victime. Les membres de l'escouade des crimes contre la personne, à la Sûreté du Québec, à Montréal, scrutaient hier la liste des jeunes femmes portées disparues dernièrement, dans l'éventualité où ils y trouveraient une correspondance avec ce nouveau cadavre. Il semble qu'il ne s'agisse pas de quelqu'un de connu à Saint-Roch-de-l'Achigan.

### ELECTROCUTÉ DANS SON ÉCHELLE

■ Un citoyen d'Outremont qui avait oublié ses clés dans son appartement a été électrocuté, quand l'échelle d'aluminium avec laquelle il voulait entrer chez lui est tombée sur des fils de 25 000 volts. Il s'agit de John Malloley, 24 ans, du 905 avenue Rockland, qui a subi des brûlures au troisième degré sur pratiquement tout le corps. À l'arrivée d'Urgences-Santé, ses vêtements avaient brûlé. M. Malloley a été transporté au centre des grands brûlés de l'Hôtel-Dieu. Cet accident a causé une panne de courant de près de 90 minutes.

### RUES FERMÉES

■ Depuis minuit aujourd'hui, et jusqu'à samedi après-midi, 18 h, la rue Saint-Hubert et le boulevard Monk sont fermés à la circulation pour permettre la tenue de foires commerciales. Ainsi, la circulation automobile sur la rue Saint-Hubert sera interdite entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon, et le boulevard Monk sera fermé entre les rues Saint-Patrick et Allard. Pour contourner ces difficultés, les automobilistes circulant rue Saint-Hubert seront déviés dans la rue de Bellechasse vers l'ouest, la rue Saint-Denis vers le nord et la rue Jean-Talon vers l'est. Quant aux automobilistes circulant sur le boulevard Monk en direction sud, ils devront emprunter la rue Saint-Patrick vers l'est, la rue Briand vers le sud et la rue Allard vers l'ouest. Les véhicules qui circulent dans la direction contraire, vers le nord, seront déviés dans la rue Allard vers l'ouest, la rue Beaulieu vers le nord et la rue Saint-Patrick vers l'est.

## L'AUTRE



GASPÉSIE

## TOURISTES

Les touristes reviennent en force

SUIVE DE LA PAGE A 1

clame Josée Fournier, coordonnatrice à l'accueil.

« Le mois d'août est encore plus extraordinaire que juillet. On n'a jamais vu ça ».

Ces chiffres sont corroborés dans la plupart des autres stations de l'ATR sur la côte, la pointe et la Baie des Chaleurs, et par les hôteliers eux-mêmes.

Les étrangers reviennent. Cette année, ils constituent 24 p. cent des visiteurs, contre 19 p. cent l'an dernier. L'ATR de Sainte-Flavie a noté une recrudescence du tourisme européen.

« La Gaspésie a longtemps été la première destination touristique au Québec, hors de Montréal et de la ville de Québec, mais ces dernières années elle s'est laissée devancer par Charlevoix », explique Roger Cyr, conseiller au bureau du ministère de l'Industrie et du Commerce à Carleton.

« Maintenant, on reprend le dessus. Les infrastructures touristiques ont beaucoup évolué. Tout un réseau de grands hôtels, de petites auberges et de *bed and breakfast* s'est instauré. Des bases de plein air se sont ouvertes. Il y a des compétitions de planches à voile à Carleton, de deltaplanes à Mont Saint-Pierre, sans compter la plongée sous-marine à Percé ».

## Une route lisse

Tous ceux qui ont fait le tour de la Gaspésie il y a une dizaine d'années en ont long à raconter sur la 132. La route a semblé être en construction et en reconstruction perpétuelles. Les automobilistes devaient faire la queue derrière les bétonneuses et les camions chargés de gravier.

Aujourd'hui, ce sont les Gaspésiens qui errent contre l'état de la chaussée à Montréal. La 132 est désormais plus lisse qu'une piste d'aviation. Sur la côte, autour de Mont Saint-Pierre, l'accotement a été pavé pour accueillir les cyclistes.

Gerard D. Levesque, ministre des Finances et député de Bonaventure depuis 1956, a obligé les pétroliers à baisser le prix de l'essence aux prix pratiques à Montréal.

Mais c'est à Percé que la surprise frappe le plus, tant le village s'est amélioré depuis 10 ans.

Des membres de l'aristocratie britannique et de la haute bourgeoisie canadienne et américaine ont commencé à débarquer ici dès le 19<sup>e</sup> siècle, attirés par la beauté du décor et cet étrange rocher vieux de 350 millions d'années et qui a compté deux arcades plutôt qu'une seule jusqu'en 1845.

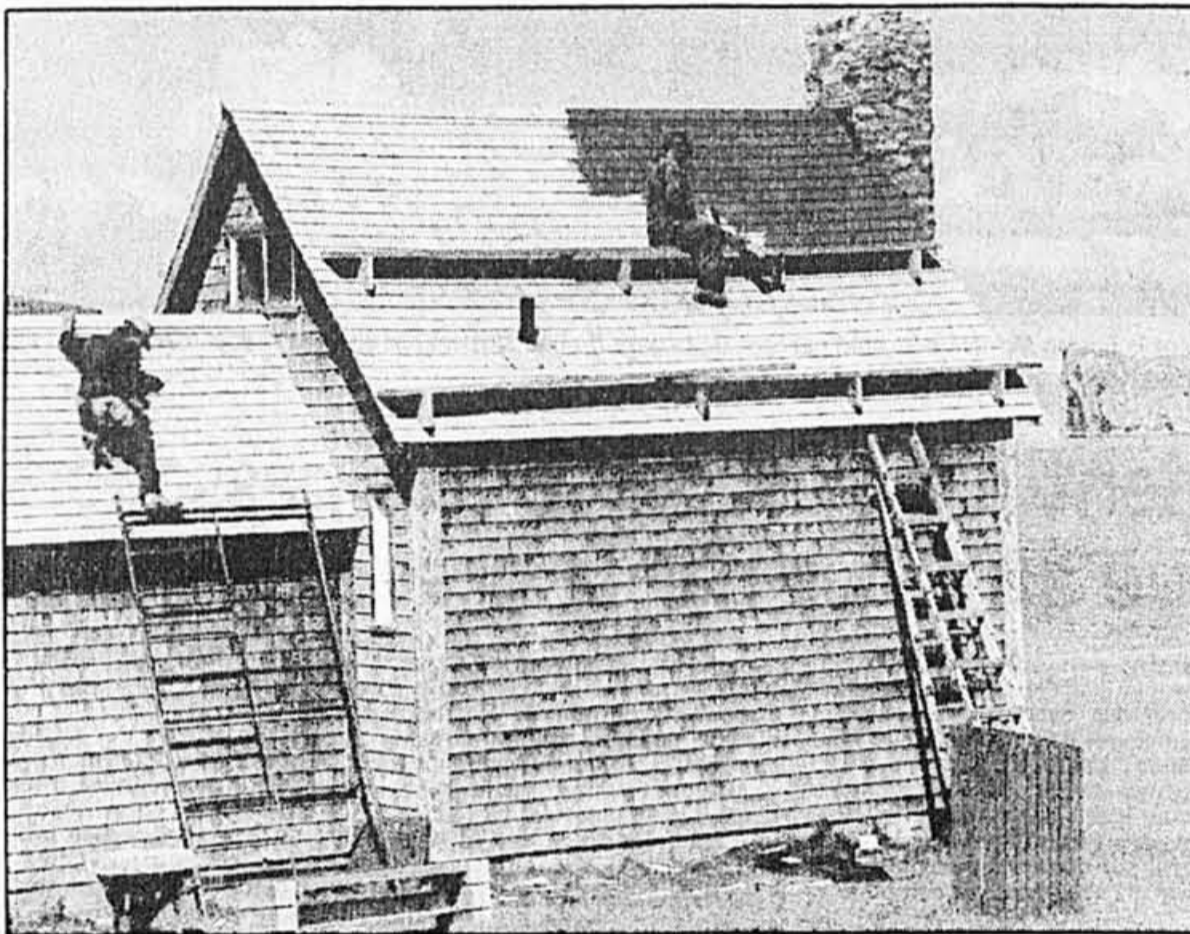
Des artistes et des naturalistes les ont suivis. En 1919, l'île Bonaventure est devenue officiellement un sanctuaire d'oiseaux. Dans les années 1940, un hôtelier entreprenant, Ernest Guite, développe toute une infrastructure et, selon les anciens, achète presque la moitié du village.

L'explosion touristique a cependant dégradé le paysage. « L'odeur des frites remplace de plus en plus celle de la morue et on peut parler de Percé comme de l'*Old Orchard Beach* du Québec. Dans un but mercantile, on détériore et on détruit les sites. La cuisine est plus américaine que gaspésienne et l'artisanat se fait volontiers japonais », rappelle un collectif d'auteurs dans une *Histoire de la Gaspésie* (Boréal Express, 1981).

## Les touristes reviennent en force



M. et Mme Van Eerde, de Allentown, Pennsylvanie, avec leur fille Elizabeth : « La Gaspésie a de si beaux paysages ».



Des ouvriers renouvellent une maison historique, sur l'île Bonaventure. Une amélioration générale.



Une barque, devant le rocher Percé : la deuxième arcade s'est affaissée en 1845.

Contre-culture

« À la fin des années 1960, Percé est devenu un centre de contre-culture, ajoute Gilbert Bourget, ancien président de la Chambre de Commerce. La Maison du pêcheur et le Petit Café sont devenus le repaire de tout ce beau monde: les frères Paul et Jacques Rose, Plume Latraverse, Tex Lécuyer. »

« Il y a eu des paquets de jeunes... Ils fumaient du pot, lançaient des slogans anti-américains. Il y a eu de la chicane. Des belles maisons ont été laissées à l'abandon. Mais regardez, presque tout a été rénové ».

Nous discutons sur le tout nouveau quai construit par le gouvernement fédéral. Gilbert Bourget pointe du doigt les anciens bâtiments de la compagnie de pêche de Charles Robin. Le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche a repeint les murs en blanc, les toits en rouge et aménagé l'in-

terieur. Comme beaucoup d'autres hôtels, l'Auberge du Pirate et celle du Pic de l'Aurore sont en pleine rénovation.

Un homme d'affaires, Gilles Jean, 46 ans, a reconstruit la Maison du Pêcheur et inauguré, cet été, un joli complexe qui abrite une trentaine de commerces. Les grosses pancartes affreuses sont bannies. « L'architecture respecte les normes du ministère des Affaires culturelles », indique M. Jean, non sans fierté.

Carleton, important site touristique depuis 1895, se relève aussi d'un court déclin. La ville, un des centres de la Baie des Chaleurs avec ses 2600 habitants, a pris les choses en mains. Le changement le plus apparent, c'est la signalisation, homogène et distincte. On a pris possession du camping, aménagé des sentiers, nettoyé la plage, ouvert une base de planches à voile.

## Les joyaux

À une trentaine de kilomètres, le parc national de Miguasha attire les chercheurs et les musées du monde entier. Les poissons et les plantes fossiles sont prisonniers des falaises bordant la rivière Ristigouche depuis 365 millions d'années.

Plusieurs soutiennent d'ailleurs que les parcs constituent le véritable joyau de la Gaspésie. En 1970, l'ouverture du parc national de Forillon par le gouvernement fédéral avait provoqué la colère des nationalistes et des pêcheurs expulsés. Mais les cendres sont retombées.

Le territoire du parc, qui couvre 240 km<sup>2</sup>, côtoie le golfe Saint-Laurent à la fine pointe de la péninsule, marquant l'aboutissement de la longue chaîne des Appalaches. Les plages de galets succèdent aux plages de sable, puis aux caps rocheux, aux anses et aux falaises de schiste, de calcaire et de grès. Le gouvernement a restauré une vieille maison de pêcheurs et le magasin général Hyman.

Le chef du service d'interprétation, Maxime Saint-Amour, affirme que l'année a été exceptionnelle. Les 325 emplacements de camping n'ont pas suffi à la demande. Le gouvernement cresse plusieurs projets. Certains font cependant sourcilier des naturalistes, notamment la construction d'un complexe de \$2 millions avec piscine, courts de tennis, salle de billard.

Le parc de la Gaspésie (voir article ci-bas) et ses montagnes im-

posantes devient aussi de plus en plus populaire, même l'hiver.

Quelques aubergistes et industriels critiquent toutefois le ministère du Tourisme.

« Le gouvernement n'a pas de politique touristique », affirme René Renault, qui a ouvert un chantier maritime à Paspébiac pour construire des chalutiers en acier.

## Industrie de motels

« Le tourisme en Gaspésie, c'est une industrie de motels. Et le gouvernement ne fait rien pour amener plus de monde. Comparez avec les Maritimes: les trois provinces se sont unies pour acheter une ligne 800 (interurbain sans frais) et de la publicité dans les revues américaines des l'hiver ».

Jeannette Lemarquand, copropriétaire avec son mari de l'Auberge du Parc, à Paspébiac, soutient que son auberge jouit d'un bon taux d'occupation seulement à cause de sa propre publicité sur son nouveau centre de soins du corps.

« Il faudrait remettre la Gaspésie à la mode, dit-elle. À mon avis, il y avait bien plus de touristes il y a une dizaine d'années. C'était un endroit couru par les gens cultivés ».

Tous les touristes à qui nous avons parlé, dans les campings, les hôtels, les restaurants, semblaient pourtant très contents.

Valérie Albinet, 26 ans, une éducatrice spécialisée de la région parisienne, et son amie Geneviève Novals, 27 ans, de Marseille, n'avaient que des éloges à faire.

« Les paysages sont extraordinaires ici, a dit Valérie Albinet. L'accueil aussi. On est loin d'avoir ça en France! »

Avantage non négligeable, la Gaspésie est à la portée de toutes les bourses. Claude Boudreault, 31 ans, opérateur à l'Union Carbide à Varennes, a fait tout le voyage avec sa femme Johanne, 30 ans, sa fille Carine, huit ans, et son fils Patrick, six ans.

La nuit au camping du Phare, à Percé, lui a coûté huit dollars. Il a dormi avec Patrick à l'arrière de sa camionnette Ford; sa femme a dormi à l'avant avec Carine. « Ce n'est pas le grand confort, mais les enfants sont tellement heureux », dit-il. Ça fait longtemps qu'ils en parlaient. La Gaspésie, c'est beau, et très abordable ».

Demain: Les nouveaux entrepreneurs

Photos  
JEAN GOUPIL,  
LA PRESSE

## Québec songe à rouvrir le parc de la Gaspésie à la prospection minière

ANDRÉ NOËL  
envoyé spécial de La Presse  
GITE DU MONT ALBERT

■ À la veille des années 60, le Parc de la Gaspésie, centré autour des monts Albert et Jacques-Cartier, comptait 3366 km<sup>2</sup>. Aujourd'hui, il n'en a plus que 800, et il est possible qu'il soit encore amputé.

Trois ministres du gouvernement québécois vont en effet étudier, cet automne, la possibilité d'ouvrir le parc à la prospection minière.

L'attitude du gouvernement envers le tourisme et la conservation du patrimoine suscite plusieurs critiques en Gaspésie.

Le ministre québécois délégué aux Mines, Raymond Savoie, a déclaré au *Soleil* de Québec qu'il ne s'opposait pas aux recherches minières dans le parc, qui recèle les indices minéralogiques les plus encourageants.

« La Gaspésie est très pauvre et elle compte

un fort pourcentage de chômeurs et d'assistés, a-t-il dit. Il faut tâcher de faire quelque chose. »

M. Savoie discutera de la question, cet automne, avec le ministre de l'Environnement, Clifford Lincoln, et le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Yvon Picotte. Il a dit avec insistance qu'aucune décision n'était prise, mais plusieurs considèrent quand même ses déclarations comme un sacrilège.

« Les parcs, ça devrait être intouchable », a dit Robert Pelletier, 52 ans, un homme d'affaires qui a escaladé plusieurs fois le mont Jacques-Cartier, la montagne la plus haute du sud du Québec avec son sommet de 1 270 mètres.

En tant que fonctionnaire, le directeur du parc, Jacques Bertrand, n'ose pas trop dénoncer le ministre. « L'équilibre écologique est très délicat ici », dit-il, en faisant référence entre autres au troupeau de caribous qui occupe le parc, le seul au sud du Saint-Laurent.

« Ce qui m'embêterait, c'est que la prospec-

tion minière abîme beaucoup le paysage. C'est ce qui s'est passé dans la réserve faunique des Chic-Chocs. »

Jean-Claude Rhéaume, directeur adjoint du Gîte du Mont-Albert, un relais gastronomique tenu par le MLCP, est plus catégorique : « Je suis complètement contre ce projet, dit-il. J'ai vu les dégâts faits par les Mines Madeleine. La compagnie a exploité le cuivre dans une ancienne portion du parc: ce qui reste n'est pas joli du tout. »

À 200 km de là, sur les rives du Saint-Laurent, la population se mobilise contre un projet du MLCP de privatiser les Jardins de Métis, un petit parc exceptionnel qui renferme 500 espèces et variétés de plantes, d'arbres et d'arbustes tant indigènes qu'exotiques.

« On n'a pas la même population que les États-Unis ici, dit Jacques Fortin, commissaire industrielle de Métis. Ce n'est pas possible de rentabiliser un jardin. Le gouvernement mettrait en péril une pièce de patrimoine, qui attire des milliers de touristes à chaque année. »



Jacques Bertrand, directeur du parc de la Gaspésie : « Ce qui m'embêterait, c'est que la prospection minière abîme le paysage ».

## Une quarantaine de mémoires sur le transport en commun

FLORIAN BERNARD

Plusieurs villes de l'île de Montréal, de même que les commissions de transport de la CUM, de Laval et de la Rive-Sud, déposeront des mémoires lors des audiences de la commission parlementaire sur le transport en commun qui s'ouvre, ce matin, dans la métropole. Le maire de Montréal, M. Jean Doré, sera au nombre des intervenants.

Au cours des trois prochains jours, la commission étudiera plus d'une quarantaine de mémoires, notamment ceux des grandes centrales syndicales et des divers regroupements d'usagers du transport.

Plusieurs villes périphériques ont également fait connaître leur intention de témoigner, notamment Deux-Montagnes, Laval et Mirabel. La Chambre de commerce de Montréal, l'Union des municipalités du Québec, le comité

de transport de Deux-Montagnes, l'Association des propriétaires d'autobus du Québec, la Société pour le progrès de la Montérégie, Transport 2000 et d'autres organismes se feront également entendre.

Le ministre des Transports, M. Marc-Yvan Côté, ouvrira les débats, ce matin. Il sera suivi par les intervenants de l'opposition.

À la demande du conseil d'administration de la STCUM, le ministre Côté a accepté que la commission étudie l'ensemble du financement du transport en commun dans la région de Montréal. À cette occasion, la STCUM déposera une étude détaillée qui brosse un tableau global de ce que coûtera le transport en commun sur le territoire de la CUM au cours des prochaines années.

L'un des dossiers controversés qui sera abordé au cours de ces audiences concerne la décision récente du gouvernement de mettre fin à sa participation au financement de la ligne Montréal-Rigaud, à partir du 1<sup>er</sup> janvier. Cette décision, que les maires viennent tout juste d'apprendre, imposera une charge fiscale additionnelle de plusieurs millions par année aux contribuables de la Communauté urbaine de Montréal.

## La Montérégie veut une nouvelle liaison ferroviaire Châteauguay-centre-ville

PIERRE BELLEMARE

Un aménagement de l'estacade, en amont du pont Champlain, pour permettre la circulation d'autobus, serait de nature à améliorer les liaisons entre la Rive-Sud et l'île de Montréal, estime la Société pour le progrès de la Montérégie (SPM), qui compte parmi les organismes qui doivent défilier aujourd'hui et demain devant la commission parlementaire sur le transport en commun de la région de Montréal.

La SPM propose également dans son mémoire, que présentera à Montréal le président, Jean Cantin, l'instauration d'un nouveau service ferroviaire de banlieue reliant Châteauguay au centre-ville, de même que la rénovation du service ferroviaire sur la ligne de Beauceville.

Au terme de la consultation qu'elle a menée ces derniers mois, la SPM en arrive aussi à la recommandation de «bou-

cler» l'île de Montréal, en mettant en opération un métro léger de type SLR ou un monorail.

«Le principe du bouclage possède la qualité d'être applicable sur la Rive-Sud comme à la partie nord de l'île de Montréal», explique M. Cantin. Chose certaine, pense-t-on à la SPM, il faut faire les efforts nécessaires pour stimuler le transport en commun et ainsi faciliter les liaisons inter-rives.

Selon le Bureau de la statistique du Québec, la population de la Montérégie, de Sorel à Châteauguay, s'établira à près de 1,4 million de citoyens en l'an 2001. Actuellement, la population dépasse le chiffre de 1,1 million de citoyens.

«Globalement, affirme M. Cantin, nous pouvons évaluer à 50 000 le nombre de personnes qui quittent la Rive-Sud, en semaine, pour se diriger vers le centre-ville de Montréal, et de ce nombre, 25 000 le font durant la période de pointe le matin.»

## La mairesse de Brossard défend les projets de développement en bordure du fleuve

PIERRE BELLEMARE

«Nous n'avons nullement l'intention de retarder les projets de construction en cours en bordure du Saint-Laurent, et nous ne pouvons pas acquiescer à la demande des copropriétaires de l'édifice Les Pignons du Saint-Laurent, qui ont réclamé, le 5 août, un moratoire sur les nouveaux projets de développement domiciliaire», affirme Mme Lepage.

«La ville de Brossard, poursuit Mme Lepage, considère que sa réglementation de zonage concernant les projets du bord de l'eau constitue un excellent outil de développement et elle n'entend pas modifier les objectifs d'excellence qu'elle poursuit depuis plusieurs années. Il ne saurait donc être question de reprendre des plans qui ont été soigneusement élaborés.»

Il s'étaient une trentaine de citoyens des Pignons du Saint-Laurent — un immeuble construit par le promoteur Paul Poulin — à se plaindre, le 5 août, devant le conseil municipal, du projet l'Esplanade qui doit, craignent-ils, les priver du panorama sur le fleuve.

Les copropriétaires des Pignons du Saint-Laurent refusaient que les trois nouveaux projets de développement du bord de l'eau, à l'ouest du pont Champlain, aient des façades de 147 pieds de largeur et 14 étages de hauteur qui, disent-ils, bloqueraient leur fenêtre sur le fleuve.

Le promoteur Poulin a déjà indiqué que son immeuble, les Pignons du Saint-Laurent, était conforme à une réglementation municipale qu'on a par la suite modifiée. «Changer ainsi les règles du jeu porte préjudice à l'en-

semble des copropriétaires des Pignons du Saint-Laurent», déclarait un des résidents de ce complexe immobilier, Jacques Rivard, lors de l'assemblée du conseil municipal.

Mais Mme Lepage estime que les nouveaux projets, tout juste en bordure du Saint-Laurent, constitueront un moteur économique. «Les concepteurs et développeurs de ces projets, dit-elle, ont fait la preuve qu'il est possible d'aller bien au-delà des règlements municipaux, en offrant à de nouveaux résidents des projets d'une qualité supérieure.»

Mme Lepage reconnaît toutefois que le promoteur des Pignons du Saint-Laurent, M. Poulin, a fait figure de pionnier dans le développement du bord de l'eau. «Les normes de développement pour l'ensemble du bord de l'eau étaient bien connues du promoteur Poulin et ce, depuis plusieurs années. Chacun des vendeurs de ce projet aurait dû se faire un devoir d'informer les acheteurs de toutes et chacune des conditions de développement sur le bord de l'eau», enchaîne Mme Lepage.

«Fort curieusement, ajoute-t-elle, l'intérêt très récent des résidents des Pignons du Saint-Laurent au sujet du développement du bord de l'eau survient au moment où le développeur (Poulin) s'apprete à commencer la construction de ses quatrième et cinquième bâtiments.»

«Il y a lieu de noter que ces deux bâtiments sont situés directement à l'arrière des trois premiers édifices déjà construits, lesquels feront écran, bloquant la plus grande partie de la vue que ces nouveaux acquéreurs auraient pu avoir sur le fleuve», souligne Mme Lepage.

### PRÊTS

commerciaux seulement sans nantissement. Rapid Finance Co. Ltd. 342-4488

### OPPORTUNITÉ DE CARRIÈRE FRANCHISE

UNIGLOBE vous offre l'opportunité de faire carrière dans un réseau international de franchises d'agence de voyages.

- Classé #1 (Entrepreneur 87)
- Publicité
- Formation
- Pouvoir d'achat de groupe

- Marketing
- Aucune expérience nécessaire

Pour savoir si une franchise est disponible dans votre région, appelez notre bureau régional des aujourd'hui: 879-0662



### MACHINES DE BUREAU RÉPARATION GRATUITE

Seulement le coût des pièces nécessaires

- MACHINE À ÉCRIRE (électrique, électronique, manuelle)
- CALCULATRICE (modèle de bureau seulement)
- PHOTOCOPIEUR (électronique seulement)

Cueillette et livraison — \$3 et plus — Montréal — Laval — Rive sud

• CAISSE ÉLECTRONIQUE  
• BALANCE ÉLECTRONIQUE  
• ORDINATEUR  
• IMPRIMANTEUR  
• MACHINE À CHÈQUE  
• HORLOGE DATEUR (punch clock)  
• DICTAPHONE

REPARATION PROFESSIONNELLE GARANTIE 3 MOIS

Centre de Formation Technique de machines de bureau 383-8330

221 A ouest, boul. Crémazie, Montréal, Québec

## La SAQ permettra la vente d'alcool dans 80 épicereries ou dépanneurs de plus

Presse Canadienne QUÉBEC

La Société des alcools du Québec pourra compter sur 80 nouveaux points de ventes, dans autant de villages et municipalités du Québec, dans quelques semaines, grâce à un allègement des normes permettant à la société d'État de desservir les régions isolées.

Cela fait déjà quelques années que la Société des alcools a comme politique de confier exceptionnellement la gestion d'un comptoir de vente de spiritueux à des épiciers ou propriétaires de dépanneurs dans les régions périphériques du Québec.

Cette latitude a déjà permis l'ouverture de comptoirs à l'île d'Anticosti, à Natashquan, Saint-Michel de Squatec, Lourdes de Blanc-Sablon, Sacre-Coeur, Saint-Agathe de Beauce, Les Méchins et Saint-Justes de Bretonnière, notamment, depuis 1982, explique M. Jean Sansfaçon, du service de la commercialisation et du développement de la SAQ.

Selon les anciennes normes, il était possible d'instaurer un comptoir dans les agglomérations d'au moins 1 000 habitants, situées à plus de 30 kilo-

metre de la succursale la plus rapprochée.

Or, ces normes viennent d'être modifiées dans le sens où les limitations de populations ne sont plus un obstacle et que la succursale la plus près est éloignée d'au moins 20 kilomètres.

Compte tenu du tissu géographique du Québec, les nouvelles règles ont offert l'occasion, du jour au lendemain, à la SAQ dans le but de créer plus de 80 nouveaux comptoirs, dans autant de municipalités dans lesquelles un commerçant ou les édiles municipaux ont déjà manifesté de l'intérêt, dans ce sens, depuis quelques mois, selon M. Sansfaçon.

Interrogé à ce sujet, le président du Syndicat des employés de la SAQ, M. Ronald Asselin a expliqué hier «qu'en agissant ainsi, la société d'État est en train de procéder à une sorte de privatisation par la base».

Le porte-parole du syndicat affirme que son groupe a été tenu au courant de ces développements mais qu'il a été impossible les contenir. «Les administrateurs de la SAQ nous affirment qu'il s'agit là d'un moyen d'assurer la survie des magasins existants.»

## La «péniche aux ordures» rentre au bercail

Agence France-Presse NEW YORK

La «péniche aux ordures» new-yorkaise, dont l'odyssée a défrayé la chronique depuis cinq mois, a pu enfin accoster hier à New York et ses quelque 3 200 tonnes de vieux papiers et de pneus vont être brûlés ou recyclés à partir de la fin de cette semaine.

Objet de ruse et de polémique en Amérique, la barge qui a été rejetée par plusieurs États des États-Unis et trois pays (Mexique, Belize et Bahamas) a été remorquée sans cérémonie jusqu'aux bâtiments des services sanitaires de la ville.

Son périple de près de 10 000 kilomètres avait débuté le 22 mars dernier. Après avoir navigué le long des côtes atlantiques, la péniche était revenue, le 16 mai, dans la rade de New York où elle était restée immobilisée, des

groupes de défense de l'environnement refusant que son contenu soit déchargé.

## La STL réclame \$ 230 000

La Société de transport de Laval (STL) a entrepris des procédures judiciaires afin d'obliger le Conseil intermunicipal de transport (CIT) des Basses-Laurentides à lui payer \$ 236 216. La STL allègue que ce montant lui est dû depuis 15 mois.

Selon la STL, cette somme représente une partie du service de transport en commun offert par cet organisme sur le territoire de ce CIT au début de l'année 1986. «Depuis maintenant plus d'un an, mentionne un porte-parole, le CIT refuse de payer le montant et ce malgré les nombreuses interventions faites dans ce dossier et l'admission écrite de l'existence de cette dette.»

**Pierre Foglia**

Pierre Foglia est présentement en reportage à Rome. Sa prochaine chronique paraîtra samedi dans le cahier Sports.

FOURRURES IMITATION VISON BLANC

499,00 \$

un chapeau GRATUIT avec l'achat d'un manteau

**SIRBAIN**

CRÉATIONS SIRBAIN INTERNATIONAL INC.

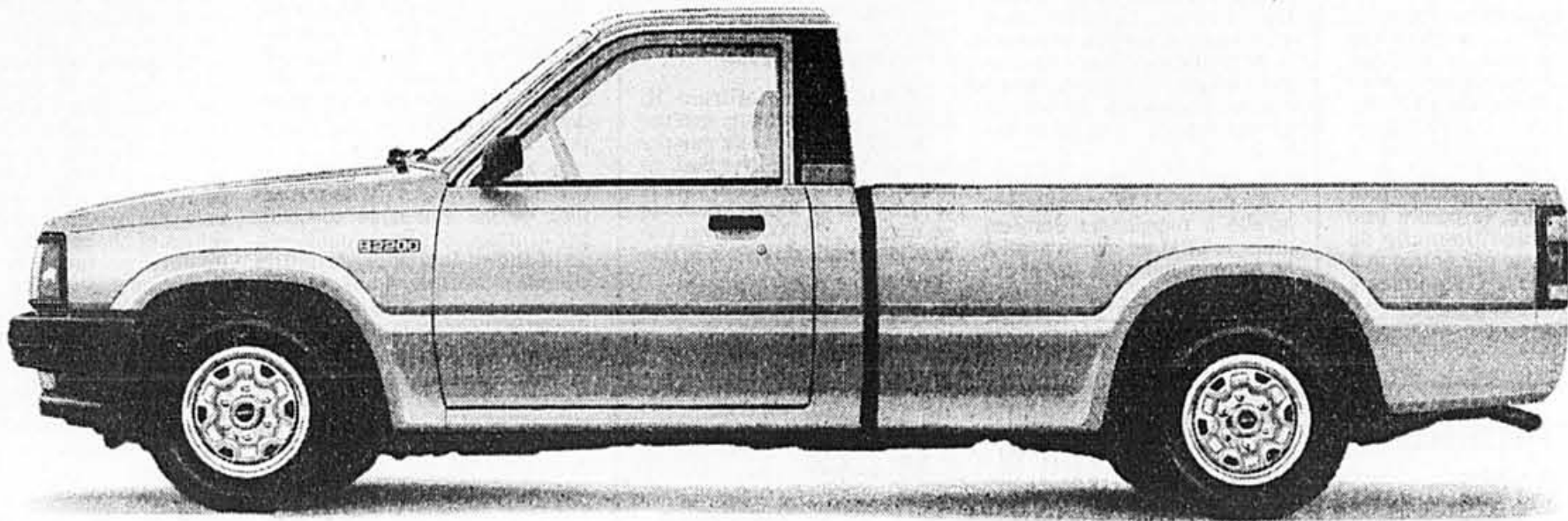
Nouvelle adresse 1080, BOUL. DORCHESTER EST, MTL (514) 499-1144 VENTE NETTOYAGE RÉPARATION

DISTRIBUTEURS EN FRANCHISE

- |  |   |  |   |
|--|---|--|---|
| ANJOU<br>6751 A, rue Beaubien est<br>(514) 256-3113  | GRANBY<br>23-2, rue Principale<br>(514) 378-4665              | MONTRÉAL-NORD<br>3808, boul. Henri-Bourassa est<br>(514) 327-1753        | SHERBROOKE<br>123, rue Wellington nord<br>(819) 822-1773                      |
| BROSSARD<br>5625, rue Grande-Allee<br>(514) 678-6977 | LAVAL<br>3284, boul. Saint-Martin ouest<br>(514) 682-3181     | POINTE-AUX-TREMBLES<br>1400, boul. Saint-Jean-Baptiste<br>(514) 645-0381 | VICTORIAVILLE<br>Boutique Profil<br>30, rue Saint-Dominique<br>(819) 758-6303 |
| DRUMMONDVILLE<br>143, rue Lindsay<br>(819) 474-4272  | LONGUEUIL<br>1032, boul. Curé Poirier ouest<br>(514) 646-3362 | SAINTE-JEAN SUR RICHELIEU<br>56, rue Saint-Jacques<br>(514) 347-6523     |   |

VOICI L'AUBAINE DE L'ANNÉE!

# LA MAZDA B2200 1988 COÛTE MOINS CHER QUE LES MODÈLES 1987 DE LA CONCURRENCE.



## 8 985\$\*

LA MAZDA B2200 1988  
DE BASE À PLATE-FORME  
COURTE

### NUL AUTRE QUE MAZDA N'OFFRE UN TEL RAPPORT QUALITÉ/PRIX DANS UNE CAMIONNETTE.

Notre B2200 1988 est offerte à un prix inférieur aux modèles de base 1987 de ces deux concurrents.

Notre B2200 établit des normes étonnamment élevées pour la maniabilité, le confort routier, le niveau sonore et l'espace intérieur. Pour la deuxième année consécutive, elle se classe au premier rang pour la satisfaction/clients aux États-Unis dans le sondage de la maison J.D. Power. Et elle est bourrée d'équipement standard: radio AM/FM stéréo, plate-forme à double paroi tout au long, poignée d'ouverture facile du hayon, boîte de vitesses à cinq rapports surmultiples, pneus radiaux ceintures d'acier, servofreins, vitres teintées, moquette intégrale, jauge de température, totalisateur

kilométrique. Enfin, toutes les camionnettes Mazda sont couvertes par notre nouvelle garantie pare-chocs à pare-chocs.

### LA MEILLEURE GARANTIE DE L'INDUSTRIE

La garantie Leadership Mazda symbolise parfaitement notre engagement en vue de la satisfaction totale de la clientèle: une nouvelle garantie pare-chocs à pare-chocs de 3 ans ou 80 000 km PLUS la garantie 5 ans ou 100 000 km qui couvre toutes les pièces principales. C'est une garantie transférable, sans franchise et sans coût additionnel. Voyez votre concessionnaire Mazda pour en connaître tous les détails. La garantie Leadership Mazda, la meilleure de l'industrie. Un reflet de la Manière Mazda.



### C'EST LA MANIÈRE MAZDA

La Manière Mazda est une philosophie qui vise la satisfaction totale de chacun de nos clients. Elle représente notre engagement à vous assurer le summum de ce qui fait l'expérience de conduire. Chaque composante de nos véhicules, chaque aspect de nos opérations sont révisés et renouvelés à la lumière de cette philosophie. Pour 1988, Mazda vous propose une gamme complète de véhicules uniques. Chacun a été conçu en vue de votre satisfaction, selon la Manière Mazda.

## Mazda

\*Prix de détail suggéré. Préparation, taxe provinciale, immatriculation, transport, options et autres frais du concessionnaire en sus. Les concessionnaires Mazda et concurrents peuvent vendre moins cher. Comparaison établie à partir de renseignements recueillis le 17 août 1987 et des prix de détail suggérés. Les prix et les caractéristiques peuvent changer sans préavis.

## L'ex-chef de police de Marieville s'adresse à la Commission de police

PIERRE BELLEMARE

■ L'ex-directeur de police de la Sécurité municipale de Marieville, André Poulin, congédié la semaine dernière par l'administration du maire Armand Gladu, a décidé de s'adresser à la Commission de police du Québec dans l'espoir d'être réintégré dans ses fonctions.

Le maire Gladu, qui a succédé le 16 août à Paul-Yvon Hamel, et les conseillers de Marieville ont jugé bon de licencier le directeur de police, soutenant que celui-ci les avait fraudés de \$80 sous forme de frais de représentation.

M. Poulin se défend d'avoir soumis au conseil municipal des factures non conformes à la vérité. «Ces factures, a-t-il dit hier en entrevue, découlent de ma participation au congrès de l'Association des directeurs de police, à la fin de juin dernier à Jonquière.»

«Les frais pour lesquels j'ai demandé à être remboursé ont vraiment été encourus de ma part lors du congrès de Jonquière», affirme M. Poulin. Celui-ci se prévaut donc de la loi de la Commission de police du Québec qui, probablement au cours de l'automne, entendra les deux parties, pour ensuite faire ses propres recommandations à l'administration du maire Gladu.

C'est l'avocat montrealais Jean-Louis Leger qui plaidera la cause de l'ex-directeur de police Poulin.

## Il subit quatre greffes du coeur et succombe à une pneumonie

Presse Canadienne  
OTTAWA

■ Un homme de Colombie-Britannique ayant subi quatre greffes du coeur en trois mois est décédé dimanche dans un hôpital d'Ottawa, a-t-on appris hier de source médicale.

Carl Hunsaker, 25 ans, a succombé à une pneumonie après 12 semaines de guérison constante, a indiqué dans un communiqué le Dr Wilbert Keon, de l'Institut cardiologique d'Ottawa.

Les médecins de l'Institut n'ont toutefois relevé aucun signe de rejet du quatrième coeur, a ajouté le Dr Keon.

Hunsaker, affligé d'une maladie cardiaque congénitale, s'était vu greffer un coeur artificiel le 19 mai alors que les médecins étaient à la recherche d'un coeur humain. Un organe naturel lui avait été greffé le 24 mai mais avait vite été rejeté par son organisme, obligeant les médecins à remplacer l'organe par un coeur artificiel. La seconde greffe d'un coeur naturel avait enfin eu lieu le 28 mai.

Le porte-parole a aussi indiqué que les parents et la fiancée de Hunsaker se trouvaient à ses côtés au moment de son décès.

Albi Automobiles Ltée  
3300, boul. Ste-Marie  
Mascouche  
474-2481/2

Autoron Inc.  
2344, Labelle  
Lafontaine  
436-8211

Blondin Automobiles Ltée  
3722, boul. Gouin Est  
354-9100

Delisle Auto (1970) Ltée  
2815, rue Sherbrooke Est  
323-1122

Quintin Automobile Inc.  
490, rue Jacques Cartier Sud  
St-Jean  
346-9445 688-9042

Mazda 2-20  
1, boul. Don Quichotte  
Ile Perrot  
453-7220

Le Domaine de L'Auto  
P.A.T. Ltée  
12210, Sherbrooke Est  
Point-aux-Trembles  
645-1694

Fort Chambly  
Automobiles (1979) Inc.  
830, boul. Périgny, Chambly  
638-6623

Garage Blanchette Inc.  
900, rue St-Laurent Ouest  
Longueuil  
677-6347

Armand Querin  
Automobiles Ltée  
1530 Chomedey Blvd.  
Laval  
688-4787

Jacauto Ltée  
3612, boul. St-Jean  
Dollard-des-Ormeaux  
626-8120

St-Constant Auto Ltée  
48, rue St-Pierre  
St-Constant  
632-0700

Ami Auto Inc.  
276, boul. d'Anjou  
Châteauguay  
692-9600

Fabreville Auto Inc.  
4010, boul. Dagenais, Laval  
622-3434

Mazda Drummondville  
1325, boul. St-Joseph  
Drummondville  
477-5566

Lacroix Automobile Ltée  
993, Route #117  
Val-David  
322-3937

Boulevard Laurier Automobile Ltée  
3255, boul. Laurier  
St-Hyacinthe  
774-1345

Blainville  
Mazda de Blainville  
800 Boulevard Labelle  
437-8000

## SUPER LIQUIDATION

des MODÈLES  
1987

PLUS DE  
250 VÉHICULES

pony STELLAR EXCEL



\* SUR  
PONY  
SEULEMENT

1<sup>er</sup> PAIEMENT  
AOÛT 88\*

DESMEULES HD HYUNDAI  
668-6393 1237, boul. des Laurentides (Wimont, Laval) 382-8343

## CHOISISSEZ!

750\$ OU 3,9%

DE REMISE

TAUX ANNUEL SUR 24 MOIS

Cette offre est applicable aux modèles Alliance 87 vendus et livrés entre le 24 août et le 20 septembre.

1000\$ OU 3,9%

DE REMISE

TAUX ANNUEL SUR 24 MOIS

Cette offre est applicable aux modèles Medallion vendus et livrés entre le 24 août et le 20 septembre.



## LAREAU



LE CONCESSIONNAIRE JEEP EAGLE DU CENTRE-VILLE  
1824, rue STE-CATHERINE OUEST  
Montréal

937-9551

937-7785

T Ê T E S D ' A F F I C H E

Guy Pinard

Mieux connaître Jacques Cartier

La division des parcs nationaux d'Environnement Canada vient de publier une intéressante brochure — la première d'une série — consacrée à Jacques Cartier et à son époque. L'auteur, Real Bois-sonnault, a réussi à rendre très captivante cette brochure abondamment illustrée de dessins polychromes, grâce à la collaboration des historiens Michel Bédard et André Berubé, et des dessinateurs Louis Lavoie et François Pellerin.

On peut se procurer cette brochure, intitulée Jacques Cartier, explorateur et navigateur, auprès de 170 librairies commerciales associées au Centre d'édition du gouvernement du Canada. Le prix? \$4,95. Pour informations: 283-5065.

AU GÉNÉRIQUE

La Ville de Montréal, en collaboration avec les locataires du marché Jean-Talon et le Comité des producteurs des marchés publics de la ville, présentera un festival des maraichers à ce marché du nord-est de la ville vendredi, à 14h. L'animation musicale sera assurée par le duo Martin Lavoie et Bob Vaillancourt. Pour renseignements: Jennifer P. Maduro, au 872-3016.

La danseuse Rejeane Marleau présentera le danse ton rêve à l'atelier de Samir Kachami vendredi, à 21h, dans le cadre des célébrations de la Fête du 150<sup>e</sup> anniversaire des patriotes, à Saint-Eustache. Pour informations: 472-4440, poste 421.

Le Club des collectionneurs d'épinglettes de la région de Montréal invite la population à sa première exposition régionale, qui aura lieu les 29 et 30 août, à l'île des Moulins de Terrebonne. Pour informations: Jeannine Petitclerc Gohier, au 277-5380.

Carole Levert, éditeur et directrice générale des Éditions Libre Expression, soulignera la rentrée 1987 en recevant la presse à un déjeuner animé par Jacques Fauteux, jeudi, à 11h30, à l'hôtel Quatre-Saisons.

L'inimitable Jean Dupeppe fera un retour sur les planches dans Douze hommes en colère que la compagnie Jean Dupeppe présentera à partir du 9 septembre. Pour renseignements et réservations: 842-8194.

«Enfin!». C'est avec ce véritable cri du cœur que Gilbert Levesque, conservateur du musée Louis-Hémon, à Péribonka, annonçait récemment que la maison d'édition montréalaise Guérin Littérature publiera l'intégrale des œuvres littéraires de Louis Hémon. M. Levesque a tenu à rendre hommage à Marc-Aimé Guérin, président de Guérin Littérature, Yves Dube, directeur littéraire, et Aurelien Boivin, spécialiste des ouvrages de Louis

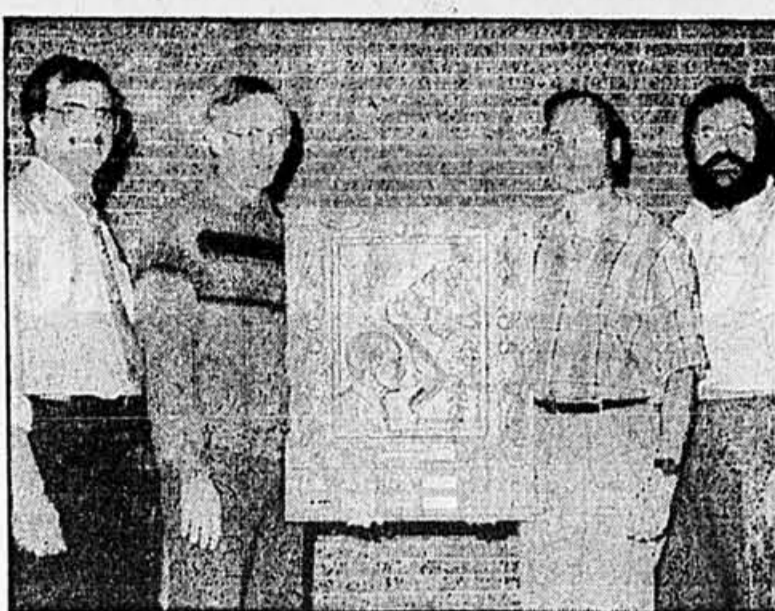
Hémon. Le premier tome paraîtra en juin 1988.

Parmi les 20 finalistes (10 dans la catégorie «Professionnels» et 10 dans la catégorie «Étudiants») du concours Du-bonnet-Design, on retrouve pas moins de 12 Montréalais. Voici leurs noms: catégorie «Professionnels», mode féminine: Garry Oker, Barbra Poslewko et Alain Thomas; mode masculine (tous les finalistes sont Montréalais!): Francine Cloutier, Gilbert Dufour, Luc Primeau et Giuseppe Spinelli; catégorie «Étudiants», mode féminine: Suzanne Lacroix, Simoneta Mariano et Andy Truong; mode masculine: Anne Bissonnette et Mario Bédard. La finale sera présentée le 19 septembre au palais des Congrès de Montréal.

Gilles Desaulniers, directeur général du Service des parcs d'Environnement Canada pour la région du Québec, annonce la nomination de Gaby Fortin au poste de directeur du district de Montréal. Diplômé de l'Université Laval, M. Fortin était auparavant garde en chef au parc national de Banff, en Alberta. Ses bureaux seront situés à Chambly.

La société Japon du Canada annonce l'organisation d'une journée complète consacrée à l'histoire, comprenant une croisière à Sainte-Anne-de-Bellevue, une visite du parc historique de Pointe-du-Moulin, et une visite du musée des Ancres, à Pointe-des-Cascades. Cette journée est prévue pour le 20 septembre, avec départ à 9h, de la station de métro Papineau. Réservations requises. Pour renseignements: Pauline Demers, au 738-4406.

Le Festival international de nouvelle danse présentera une première nord-américaine avec une aqua-danse, le spectacle Waterproof, de Daniel Larrieu avec sa compagnie Astrakan, présenté à la piscine du centre Claude-Robillard, le 21 septembre, à 20h30. Pour informations: 287-1423.



Quatre chercheurs à l'honneur

Quatre chercheurs du Québec se partagent cette année le prix Rimbault-de-Montigny, pour une communication portant sur les mesures non destructives de paramètres reliés à la stabilité dimensionnelle du papier. Ces chercheurs sont, de gauche à droite, Russell Boulay, de l'Institut national d'optique, ainsi que Richard Gagnon, Michel Bergeron et Bernard Drouin, tous du collège F.-X.-Garneau et du département de physique de l'Université Laval.

L'orchestre de chambre / Musici de Montréal tiendra des auditions pour un poste de violon les 5 et 6 septembre, de 10h à 17h, à la faculté de musique de l'Université de Montréal.

Les fervents de développement urbain apprendront avec plaisir que les Presses de l'Université du Québec viennent de publier Réanimation urbaine et pouvoir local, une étude de Richard Morin sur les stratégies des municipalités de Montréal, Sherbrooke et Grenoble en quartiers anciens. Ce volume est offert au prix de \$18.

Media-Tech, qui ouvrirait récemment ses portes à Saint-Laurent, est présidé par Carole Cote, qui possède une expérience d'une quinzaine d'années dans le monde de la publicité.

Sheila Finestone, députée de Mont-Royal à la Chambre des Communes, invite les citoyens de sa circonscription à une épluchette de ble d'Inde qui aura lieu dimanche, à 17h, au parc Van Horne. Cette fête sera annulée en cas de pluie.

La troupe vocale Les gens d'chez nous est à la recherche de chanteurs, de danseurs et d'animateurs pour animer des congrès et des réceptions. Pour informations: Beatrice Baillargeon, au 593-8259.

Le chœur Saint-Laurent, dirigé par Iwan Edwards, est présentement à la recherche de choristes, et les auditions sont en cours. Pour rendez-vous, faire le 634-3858.

La Caisse populaire de Blainville procédera dimanche, à 14h, au vernissage des œuvres du peintre Gabrielle Messier. Cette exposition se poursuivra jusqu'au 5 septembre. Pour renseignements: 628-3193.

Bob Layton, député de Lachine à la Chambre des Communes, invite les citoyens de sa circonscription à une épluchette de ble d'Inde qui aura lieu dimanche, à midi, au parc Carignan, à Lachine.

Journées du samedi pour bambins de 3 à 10 ans, Club des

parents débrouillards pour jeunes de 7 à 12 ans, et cours d'escrime pour enfants de 8 à 16 ans, voilà quelques-uns des services offerts par le centre Immaculée-Conception. Pour informations: Louise van Peborgh au 527-1256.

Lise Lapointe assumera la direction du cinéma de répertoire Le Papineau, au 4519, rue Papineau. L'ouverture officielle est prévue pour le 25 septembre, à 19h.

Le Musée d'art de Saint-Laurent rouvre ses portes au terme de la période de relâche pour les vacances officielles. On pourra donc y voir l'exposition Vingt-cinq ans d'acquisitions inaugurée le 5 avril dernier. Le 18 octobre, s'ajoutera une seconde exposition intitulée La main, l'outil et l'encyclopédie. Pour renseignements: 747-7367.

Monique Brun, de Terrebonne, a été récemment élue à la présidence du conseil d'administration de Centraide Laurentides. Elle remplace le chanoine Jacques Lépine.

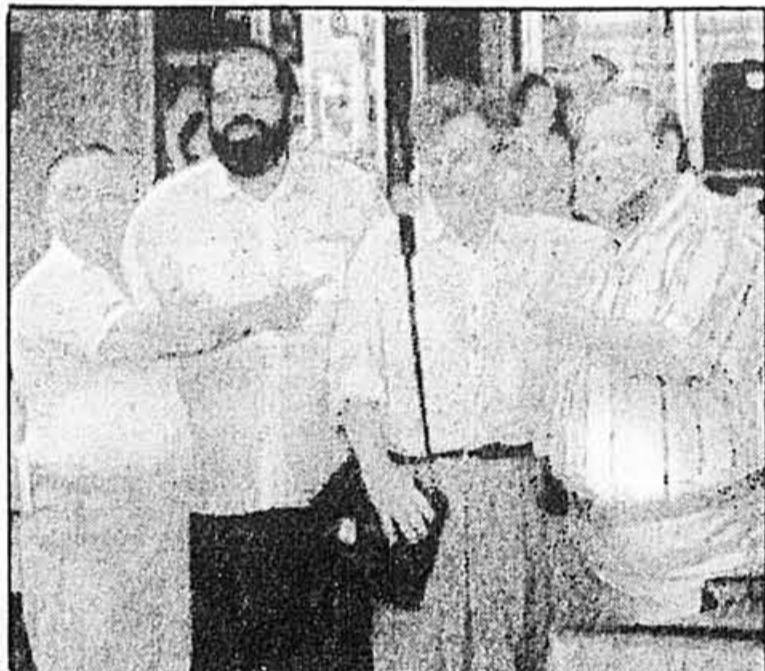


Parrainage civique de l'Est de l'île de Montréal inc. a un urgent besoin de bénévoles prêts à subvenir aux besoins de personnes souffrant d'un handicap intellectuel ou physique. Pour renseignements: Gisele Desmar-teau, au 255-1054.

Le chœur Allegro, de Montréal, sous la direction de Roger Lemieux, est à la recherche de voix masculines et féminines pour compléter ses cadres. Les répétitions ont lieu le lundi en soirée. Pour informations: 387-8118.

Le Musée canadien des civilisations est à la recherche de bénévoles de la région d'Ottawa-Hull pour l'animation de programmes éducatifs pour les groupes scolaires. Pour renseignements: Marie Cormier, au (819) 995-8287.

A JEUDI



Du cinéma aux variétés

Trois hommes d'affaires de Verdun, Gérald Charbonneau (à droite), Bob Filiatrault (à gauche) et Pierre Quesnel (deuxième de gauche), sont en compagnie du comique Pierre Labelle, qui participera à l'inauguration du théâtre Variétés Verdun, le 2 septembre. Ce théâtre a été aménagé dans la salle de 600 places de l'ancien cinéma Odeon Verdun, rue Wellington.

LES ANNONCES CLASSÉES  
285-7111  
La Presse

GBS GENERAL BEARING SERVICE  
POUR QU'ÇA ROULE  
Ouvert le samedi avant-midi 937-7423  
1517, Hdg (est) Hochelaga 1320, rue Yvon-Du-Roi  
1204, boul. Saint-Croix  
1004, boul. Saint-Croix  
1004, boul. Saint-Croix  
1004, boul. Saint-Croix

Commerce international  
OFFERT en  
COURS DU SOIR  
• MARKETING INTERNATIONAL • TRANSIT INTERNATIONAL  
• COURTAGE EN DOUANE • PAIEMENT INTERNATIONAL  
• DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL  
pour donner aux étudiants des connaissances et une formation pratique dans les techniques administratives impliquées dans le mouvement de biens, l'exécution de services et leur financement sur le plan international.  
Les dirigeants des milieux des affaires, les personnes responsables des ministères à vocation économique, les directeurs des institutions financières, les économistes nous affirment tous de l'importance pour le Canada et le Québec de développer leurs marchés extérieurs. Voici une occasion d'acquérir les connaissances et techniques de travail pour vous joindre au domaine essentiel du commerce international.  
Collège O'Sullivan  
POUR RENSEIGNEMENTS: 866-4622  
1191, rue de la Montagne  
MONTRÉAL H3G 1Z2

QUÉBEC 87 ÉLECTION PARTIELLE  
14 SEPTEMBRE Notre-Dame-de-Grâce

DU 24 AU 29 AOÛT 1987

C'EST LA RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

Parce que votre nom doit être inscrit et bien inscrit

Vous devez absolument être inscrit sur la liste électorale pour exercer votre droit de vote à l'élection partielle du 14 septembre 1987.

Pour toute demande d'inscription, de correction ou de radiation, les électeurs

doivent se rendre au bureau de dépôt le plus près de leur domicile. Ces bureaux sont ouverts du 24 au 29 août 1987, de 10 h à 22 h.

BUREAUX DE DÉPÔT DE LA CIRCONSCRIPTION DE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

MONTRÉAL  
6655, rue Sherbrooke Ouest ■  
Église Sainte-Catherine-de-Sienne  
4680, avenue Belmore  
Église estonienne St. John  
4345, avenue Marcell

Église Robert-Campbell ■  
2225, avenue Régent  
Église luthérienne La Réconciliation ■  
4850, rue Grand-Boulevard

MONTRÉAL-OUEST  
Église Unie de Montréal Ouest ■  
88, avenue Ballantyne Nord



Le carré noir identifie les endroits aussi accessibles aux personnes handicapées ou à mobilité réduite.

Pour plus de renseignements, composez SANS FRAIS: 1-800-463-4378 (de 9 h à 22 h, 7 jours par semaine).

parce qu'un vote, ça compte  
tenue d'un scrutin  
financement des partis politiques  
carte électorale  
Le Directeur général des élections du Québec  
Piero-F. Côté, C.R.

# «Les investissements boursiers n'offrent aucune garantie.»



vrai  faux

## Voici le placement garanti sur l'indice boursier

Le Trust Royal vous propose d'investir votre argent là où ça bouge vraiment... sans risque.

Imaginez des rendements basés sur ceux que vous voyez à la Bourse. Imaginez des rendements qui suivent la croissance des fonds communs de placement. Et maintenant, imaginez des rendements encore plus élevés, sans frais de gestion, d'acquisition ou de courtage, et sans risque pour votre capital.

Voilà que vous pouvez désormais obtenir ces rendements grâce au Placement garanti sur l'indice boursier (PGIB), du Trust Royal. Un placement qui garantit votre capital et vous offre toute la sécurité des CPG sans vous limiter à leurs taux moins élevés.

Trois possibilités de placement

Le Placement garanti sur l'indice boursier vous laisse "miser" sur l'indice 35 de Toronto, le marché boursier de New York ou le prix de l'or. Vos rendements sont calculés selon la variation de ces indices. Lorsque l'indice augmente, l'intérêt que vous touchez augmente également.

Votre intérêt est calculé selon la croissance du marché que vous avez choisi. Voyons cela de plus près:

Supposons que, le 1<sup>er</sup> janvier 1987, vous ayez choisi de miser sur l'indice 35 de Toronto et qu'au terme de votre placement, six mois plus tard, cet indice ait augmenté de 20%. Étant donné que le Trust Royal verse de l'intérêt à un taux équivalent à

40% du pourcentage d'augmentation de l'indice 35 de Toronto, vous auriez obtenu un rendement semestriel de 8% (0,20 x 0,40), soit un rendement annuel de 16%. Dans le cas d'un CPG ordinaire, vous auriez reçu une moyenne de 7¼%. Par contre, si le marché avait été à la baisse, vous n'auriez pas touché d'intérêt, mais votre capital serait resté le même.

Aucun risque

Votre capital est toujours assuré par la SADC, jusqu'à concurrence de 60 000 \$. Et si vous le désirez, vous pouvez opter pour une formule de placement qui vous garantit un taux d'intérêt de base. Le dépôt minimum est de 1 000 \$, et l'échéance du PGIB, de six mois, ce qui vous donne l'occasion de choisir un nouvel indice sur

une base semestrielle.

Des possibilités de rendements supérieurs

Le placement garanti sur l'indice boursier, du Trust Royal, pourrait vous rapporter beaucoup plus d'intérêt que les dépôts à terme ordinaires. Prenez vos affaires en main. Voici la solution que vous attendiez... la solution de remplacement des taux bancaires peu élevés et la possibilité d'adapter vos rendements aux marchés les plus actifs d'aujourd'hui.

Renseignez-vous sur ce placement intéressant et innovateur. Parlez-en aux spécialistes financiers du Trust Royal. Rendez-vous à la succursale la plus proche de chez vous ou composez le 1 800 387-1610 (aucuns frais).

 **TRUST ROYAL**

Rendez-vous à la succursale du Trust Royal la plus proche.

ANJOU  
7999, boul. les Galeries d'Anjou  
353-3882  
BEACONSFIELD  
42-D, boul. St. Charles  
694-2014

BROSSARD  
2130, boul. Lapinière  
465-9780  
CHATEAUGUAY  
226A, boul. d'Anjou  
691-2500

DORVAL  
280 av. Dorval  
636-4740  
DUVERNAY  
3131, boul. de la Concorde  
661-8110

LA SALLE  
Carrefour Angrignon  
364-2351  
LAVAL  
3035, boul. Le Carrefour  
687-8880

MONTRÉAL  
1155, rue Sherbrooke Ouest  
288-8282  
4945, rue Sherbrooke Ouest  
487-2600

630, boul. Dorchester Ouest  
876-7606  
6935, rue St-Hubert  
270-1137  
5285, chemin Queen Mary  
487-5733

REPENTIGNY  
135, rue Notre-Dame  
581-7232  
ST-BRUNO  
195, boul. Les Promenades  
653-8959

MONTRÉAL  
1321, chemin Camora  
731-6889  
WESTMOUNT  
4145, rue Sherbrooke Ouest  
876-2505

## Les travailleurs de l'automobile appelés à voter en faveur de la grève

Presse Canadienne  
TORONTO

■ Les quelque 60 000 employés canadiens de Ford, Chrysler et General Motors seront invités à voter pour la grève au cours d'assemblées qui se tiendront ce week-end au Québec et en Ontario, a affirmé le président des Travailleurs unis de l'automobile du Canada, Bob White.

M. White dit s'attendre à un appui massif des travailleurs à un arrêt de travail.

Une fois le mandat de grève obtenu, l'exécutif syndical national fixera une date pour le débrayage et décidera s'il est opportun de laisser les négociations se poursuivre au-delà du 14 septembre, date à laquelle expirent les conventions collectives en vigueur.

Selon le leader syndical, peu de progrès ont été accomplis depuis le début des négociations ce mois-ci.

Les négociateurs n'ont pas encore abordé les clauses monétaires, mais toutes les demandes syndicales sont sur la table, y compris la plus importante, celle concernant l'indexation des prestations de leur régime de retraite au coût de la vie.

Chrysler Canada s'est déjà fermement opposé à cette demande. Et selon M. White, Ford et General Motors sont également en désaccord avec la « philosophie » qui préconise la protection du régime de retraite contre l'inflation.

Il est possible que le syndicat canadien décide d'attendre qu'un règlement intervienne entre les travailleurs et les employeurs américains de l'automobile avant que ne soit déterminée une date pour le déclenchement d'une grève de ce côté-ci de la frontière.

## Construction: Paradis nomme un médiateur

■ Le travail ayant repris normalement sur tous les chantiers industriels du Québec, le ministre du Travail, M. Pierre Paradis, a nommé hier M. Pierre Dufresne comme personne-ressource pour tenter de résoudre le différend qui oppose travailleurs de la construction et entrepreneurs sur la question des frais de transport.

M. Pierre Paradis croit que la nomination de M. Dufresne, qui doit convoquer aujourd'hui patrons et syndicats, permettra aux parties d'en arriver à une entente négociée sur la prime de transport.

Une récente décision de la Cour d'appel du Québec stipule que les entrepreneurs en construction n'ont pas à payer cette prime — une demi-heure de salaire — dont environ 15 000 travailleurs bénéficient depuis 1982. La prime est d'ailleurs maintenue dans le décret actuel, mais la clause qui en fait état est ambiguë.

A la suite de ce jugement, l'Association des entrepreneurs en construction du Québec demandait à ses 13 000 membres de ne plus la payer. Résultat, des milliers d'ouvriers ont déclenché des grèves illégales paralysant les grands chantiers industriels du Québec.

Il semble que la majorité des entrepreneurs impliqués ont décidé la semaine dernière et en week-end d'ignorer cette directive patronale pour favoriser la reprise du travail.

Entre-temps, les plaintes contre huit personnes pour outrage au tribunal déposées la semaine dernière par l'AECO, qui avait obtenu une injonction pour forcer le retour au travail, seront entendues ce matin à Trois-Rivières.

## Fusillade dans le Vieux-Montréal

■ Une fusillade a éclaté hier dans le Vieux-Montréal, vers 22h, après que des enquêteurs de la GRC eurent pris en chasse un homme soupçonné d'avoir participé à une affaire d'importation de cinq tonnes de haschisch en provenance de l'Afghanistan. Rappelons que la police a procédé à cinq arrestations dans cette affaire, jeudi dernier, en même temps qu'elle mettait la main sur cette grosse cargaison de drogue.

Le suspect, dont la police possède de la photo, le nom et le signalement, déambulait dans le Vieux-Montréal lorsqu'un agent de la GRC a voulu procéder à son arrestation à l'angle des rues Saint-Laurent et Saint-Paul. Le suspect a fui après avoir tiré en direction du policier qui n'a toutefois pas été blessé. Plusieurs coups de feu ont été échangés pendant la brève poursuite. Finalement, l'individu a réussi à semer les policiers en s'engageant dans une sombre petite ruelle perpendiculaire à la rue Saint-Vincent. Il n'a pas été retrouvé.

## Traitement de textes

### Sauvez du temps et de l'argent

en utilisant les nouveaux outils bureautiques et une imprimante à matrice de points ou à laser de très grande qualité. La facilité au bout des doigts pour la conception, la composition, la mise en page et l'impression de vos documents, votre correspondance d'affaires, vos mémos, vos dépliants publicitaires, etc.

### Macintosh<sup>mc</sup> Plus

Un ordinateur très performant car il possède un clavier québécois similaire à une machine à écrire vous permettant ainsi d'éviter d'apprendre un autre doigté. Techniquement parlant, une mémoire interne d'un Mo. aide à gérer rapidement l'information. De plus, des tourne-disquettes de 800 ko. chacun ou des disques rigides de 20 Mo. et plus s'ajoutent à votre système pour l'enregistrement de vos données.

Venez nous voir dès aujourd'hui pour une démonstration.



Imprimante à laser LaserWriter<sup>md</sup>

GARANTIE: 12 MOIS

FORMATION VENTE SERVICE  
**LA MAISON DE L'ORDINATEUR**  
Depuis 1981

La Maison de l'ordinateur  
1533 ouest, autoroute Laval (440)  
LAVAL (Québec)  
H7L 3W3 • Tél.: (514) 687-9897

Macintosh est une marque de commerce de Apple Computer Inc. LaserWriter, Apple et le logo Apple sont des marques déposées de Apple Computer Inc.

# Passez plus de temps avec vos clients.



Cantel vous propose une ligne de conduite qui fera rouler vos affaires : Gardez une ligne ouverte en permanence avec vos clients. Faites une petite visite à votre Centre de service Cantel ou appelez-nous au 340-9220 ou 1-800-361-5410.

## CANTEL

La compagnie de téléphone pour les gens qui bougent

Cantel. Premier en téléphone cellulaire. En expansion pour mieux vous servir. Un réseau de plus de 20 grands centres urbains. Votre meilleur choix... et de loin!

JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE

## Chez les concessionnaires GM participants, c'est vous qui choisissez!

750\$<sup>\$</sup> OU 3,9%<sup>%</sup>

DE REMISE\*

La remise ou le financement, c'est à vous de décider: un montant de 750\$ versé directement par GM et que vous pouvez utiliser, si vous le voulez, comme premier versement ou un taux de crédit de 3,9% jusqu'à

FINANCEMENT\*\* À

concurrence de 24 mois. Cette offre est applicable aux modèles neufs 1987 et des années précédentes. Il faut prendre livraison au détail de votre véhicule entre le 20 juillet et le 30 septembre 1987 (sauf indication contraire).

### Les économiques

- Chevrolet Sprint
- Pontiac Firefly
- Chevrolet Chevette
- Pontiac Acadian

### Les p'tites

- Chevrolet Nova
- Chevrolet Cavalier
- Pontiac Sunbird
- Oldsmobile Firenza
- Buick Skyhawk

### Les sportives

- Chevrolet Camaro
- Pontiac Firebird
- Pontiac Fiero

### Les intermédiaires

- Chevrolet Celebrity
- Pontiac 6000
- Oldsmobile Ciera
- Buick Century

### Pick-up compacts

- Pick-up compacts Chevrolet S-10 et GMC S-15. Modèles à 2 et à 4 roues motrices.

### Sport/Utilitaire

- Chevrolet Blazer S-10 et GMC Jimmy S-15. Modèles à 2 et à 4 roues motrices.

**PLUS... 550\$ REMISES SPÉCIALES**

de location et pour les parcs offertes sur certains modèles chez les concessionnaires GM participants.



\* La remise inclut la participation du concessionnaire.  
\*\* Taux de 3,9% offert aux acheteurs au détail admissibles de modèles neufs 1987 et modèles neufs des années précédentes, sur le plein montant financé, et ce pour

toute la durée du contrat jusqu'à concurrence de 24 mois. Des taux de crédit de 6,9%/36 mois, 7,9%/48 mois et 9,9%/60 mois sont également offerts par GMAC. Tous les détails chez votre concessionnaire GM participant.



Voyez votre concessionnaire: financement à 3,9% ou remise de 750\$ offerts sur certains modèles:

**Chevrolet • Pontiac • Oldsmobile • Buick • Camions Chevrolet et GMC**

Harland Pontiac Buick Inc.  
955, boul. Montreal-Toronto  
Dorval 631-2051  
Bourassa Pontiac Buick Ltée  
1601, boul. St-Martin est  
Dorval, Ville de Laval 382-2122  
Champlain Pontiac Buick Cadillac Inc.  
1000, boul. Ile des Soeurs  
Ile des Soeurs (Verdun) 769-5353  
Gauthier Pontiac Buick GMC Inc.  
395, rue St-Charles ouest  
Longueuil 670-1440  
Avenue Pontiac Buick Cadillac Inc.  
6100, boul. Decarie  
Montreal 731-3701  
Boulevard Pontiac Buick GMC Ltée  
9050, boul. de l'Acadie  
Montreal 382-4400

Gohier Pontiac Buick Inc.  
3333, rue Jarry est  
Montreal 376-4220  
Terry Pontiac Buick Ltée  
7050, rue St-Jacques ouest  
Montreal 487-0200  
Ville-Marie Pontiac & Buick Ltée  
4500, rue Hochelaga  
Montreal 253-1414  
LaBelle Pontiac Buick Ltée  
11251, rue Notre-Dame est  
Montreal-Est 645-1651  
Parkway Pontiac Buick Inc.  
9595, route Transcanadienne  
St-Laurent 333-7070  
Brien Pontiac Buick GMC Ltée  
9455, boul. Lacordaire  
St-Leonard 327-3540

Omer Barré Pontiac Buick Inc.  
5987, av. Verdun  
Verdun 768-2551  
Contact Pontiac Buick Inc.  
3670, autoroute Laval ouest  
Chomedey, Ville de Laval 682-3670  
Les Automobiles Candiac Inc.  
30, route 132  
Dolton 632-2220  
Le Relais Chevrolet Oldsmobile Ltée  
9411, av. Papineau  
Montreal 384-6380  
Christin Automobile Inc.  
12011, rue Sherbrooke est  
Pointe-aux-Trembles 354-1050  
Barnabé Chevrolet Oldsmobile Inc.  
925, boul. Laurentien  
St-Laurent 744-6401

Park Avenue Chevrolet Oldsmobile Cadillac Inc.  
5000, rue Jean-Talon est  
St-Léonard 725-9811  
Plaza Chevrolet Oldsmobile Cadillac Inc.  
10480, boul. Henri-Bourassa ouest  
St-Laurent 332-1673  
Carrefour Chevrolet Oldsmobile et Camions Chevrolet Inc.  
200, boul. Curé-Labelle  
Sainte-Rose, Ville de Laval 625-1991  
Lalonde Chevrolet Oldsmobile Cadillac Ltée  
4411, boul. de la Concorde  
St-Vincent-de-Paul, Ville de Laval 324-4411  
Gravel Chevrolet Oldsmobile Inc.  
5900, boul. Marie-Victorin  
Brossard 466-2233  
Salois Chevrolet Oldsmobile Inc.  
610, boul. Curé-Labelle  
Chomedey, Ville de Laval 688-3892

Snyder Automobiles Ltée  
2150, rue Notre-Dame  
Lachine 637-4651  
Gilbeault Automobiles (1983) Ltée  
150, boul. Taschereau  
Laprairie 659-5471  
Duvall Chevrolet Inc.  
1450, boul. Marie-Victorin est  
Longueuil 670-9300  
Cligmont Chevrolet Oldsmobile Inc.  
5363, rue St-Denis  
Montreal 279-8301  
Harold Cummings Ltée  
5255, rue Jean-Talon ouest  
Montreal 739-1911  
J.P. Charbonneau Autos Ltée  
3700, rue Ste-Catherine est  
Montreal 526-4471

**Pour une troisième fois.**

# Monsieur Bourassa...

## accepteriez-vous de vous faire opérer par un médecin qui n'a pas dormi depuis 32 heures?



### Un père ou une mère responsables peuvent-ils confier la vie de leur enfant à un tel médecin?

Dans les hôpitaux universitaires, les médecins résidents et internes sont astreints à des horaires inhumains. Ils travaillent jusqu'à 32 heures d'affilée et font des semaines de 80 à 100 heures. Cette pratique affecte leurs réflexes et leur jugement.

Non seulement cette surcharge de travail est-elle dangereuse pour les médecins résidents et internes, mais elle représente un risque évident pour la clientèle des hôpitaux.

Dans le but de protéger ses patients, l'État de New York vient de limiter par voie législative les périodes de travail des résidents et internes à 12 heures consécutives. Ici, le gouvernement du Québec oblige les résidents et internes à effectuer, plusieurs fois par semaine, des périodes de travail d'au moins 24 heures sans dormir.

Qui doit se préoccuper de la protection des patients?

Dans le respect de la Loi sur les services essentiels, les médecins résidents et internes ont entrepris et maintiennent des moyens de pression pour obtenir des législateurs qu'ils remédient à la situation. La Fédération des médecins résidents et internes du Québec demande, entre autres, au gouvernement la mise en place d'un mécanisme pour contrer les abus et le non-respect des horaires de garde.

La FMRIQ a déjà fait des concessions majeures quant à la question de la rémunération. Mais ce qui est en jeu actuellement, c'est la qualité de vie des professionnels et la qualité des soins dispensés.

#### **C'est dans l'intérêt de tous!**

Voici quelques uns des hôpitaux où les résidents et internes travaillent jusqu'à 100 heures par semaine:

Hôpital Ste-Justine  
Hôpital du Sacré-Coeur  
Hôpital Notre-Dame  
Hôpital Général de Montréal  
Hôpital Reine-Élisabeth  
Centre hospitalier universitaire de Laval  
Hôpital Christ-Roi  
Hôpital Laval  
Hôtel-Dieu de Québec  
Hôpital du Saint-Sacrement  
Hôpital St-Vincent-de-Paul  
Hôpital Maisonneuve-Rosemont  
Hôpital St-Luc  
Hôtel-Dieu de Montréal  
Hôpital Général Juif  
Hôpital Royal-Victoria  
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke  
Hôpital de l'Enfant-Jésus  
Hôpital St-François-d'Assise  
Hôtel-Dieu de Lévis  
Hôtel-Dieu de Sherbrooke  
Hôpital de Sherbrooke

## FMRIQ

Fédération des médecins résidents  
et internes du Québec

## Le système judiciaire doit être réformé

Presse Canadienne  
OTTAWA

■ Il faut réformer le système judiciaire, afin de le rendre plus accessible, moins coûteux et moins lent, a déclaré, hier, le juge en chef de la Cour suprême du Canada, Brian Dickson, dans une allocution présentée aux 1 200 juristes réunis à Ottawa en assemblée annuelle de l'Association du barreau canadien.

Cette réforme ne sera pas nécessairement effectuée en augmentant le nombre de juges, d'avocats ou de cours, mais plutôt en mettant l'accent, selon le juge Dickson, sur la réorganisation, la rationalisation et la coordination des ressources existantes.

Selon le juge Dickson, une des grandes faiblesses du système judiciaire réside dans la difficulté de faire appliquer certains jugements, à cause des procédures ou d'obstacles. À titre d'exemple, le juge a cité le cas des épouses qui tentent désespérément de faire payer les pensions alimentaires des enfants.

Le juge Dickson a par ailleurs encouragé les avocats à s'impliquer davantage dans les rouages gouvernementaux, non seulement pour mieux représenter leurs clients, mais aussi pour se prononcer sur les projets de loi proposés par les gouvernements provinciaux et national. Tout en louangeant le travail de l'Association du barreau canadien (ABC), qui avait fourni des conseils fort utiles aux législateurs, le juge Dickson a cependant souligné qu'il y avait encore place pour une collaboration plus poussée.

Un bon moyen de permettre aux avocats de jouer un plus grand rôle dans l'élaboration de nouvelles lois, serait de permettre de faire de la pratique privée en même temps que gouvernementale.

**Jusqu'au 6 octobre.**

**Un bon d'achat de 100\$\* échangeable chez André Lalonde Sports si je m'abonne?**

**Je me sens déjà mieux.**



**Nautilus PLUS INC.**

VISA MasterCard

Anjou 353-7860  
Brossard 465-6113  
Centre Rockland 341-1553  
Centre-ville 866-1953  
Côte de Liesse 739-3654  
Côte St-Luc (Cavendish Club) 489-7543  
Île des Soeurs 765-9620  
Lasalle 366-0711  
Laval (Centre Sportif Carrefour) 681-6455  
Laval (Val des Arbres) 668-2686  
Longueuil 674-6264  
Place Victoria 871-9544  
Pointe-Claire 694-4748  
Repentigny 585-7333  
St-Laurent 337-9456



Nouveau! Tennis à Repentigny et à Côte de Liesse.



\*Sous réserve de certaines conditions. Détails dans les centres Nautilus Plus et dans les magasins participants.



**POUVEZ-VOUS GARDER UN SECRET? LES BAS SECRET SONT À RABAIS CHEZ SIMPSON!**

**RABAIS 25%** À L'ACHAT DE 6 PQTS

RABAIS 20% À L'ACHAT DE 3 PQTS

RABAIS 15% À L'ACHAT D'UN PQT

**VENTE DE BAS SECRET**

NOTRE ENTIÈRE SÉLECTION DE BAS SECRET RÉGULIERS  
Voici l'occasion idéale pour faire provision de bas, parce que plus vous achetez, plus vous économisez. Nous avons le modèle qu'il vous faut! Diaphanes, diaphanes soyeux, à culotte de maintien, bas, bas aux genoux et autres modèles en teintes régulières ou mode pour l'automne. P, M, G, TG, TTG. Maintenant que vous connaissez le secret, profitez-en!

**RABAIS 50%**

SUR CHOIX DE BAS TEXTURÉS SECRET  
Prix ord. 4,50 **VENTE 2,25 LA PRE**

225, BAS

JOIGNEZ-VOUS À NOS ACTIVITÉS CHEZ

**Simpson**

TOUT EST DANS LE STYLE

Simpson célèbre la RENTRÉE

Plein d'activités pour divertir petits et grands!

Concours WHITNEY HOUSTON

Vous avez jusqu'à 13 h demain pour participer. Alors, hâtez-vous! Voir les détails à notre magasin du centre-ville.

Faites faire votre caricature gratuitement par GITE,

caricaturiste vedette de la revue *Croc* ou par THIBAUD DE CORTA, caricaturiste et éditeur de la revue *Iceberg*.

Aujourd'hui jusqu'à vendredi, de 11 h à 15 h. Rez-de-chaussée et 7e étage, centre-ville.

PIPO le clown se baladera dans le magasin, amusera les enfants et distribuera d'amusants ballons.

Aujourd'hui de 11 h à 15 h — centre-ville



La section Police Jeunesse sera sur les lieux pour présenter les vidéos *La sécurité à bicyclette* et *Retenue scolaire - l'école et la sécurité* et remettra des dépliants et cahiers à colorier.

7e étage - centre-ville

Anima Spec présente le Théâtre de rue qui vous en mettra plein la vue avec son spectacle mobile de marionnettes géantes et de musiciens. Du mercredi 26 au vendredi 28 août à 11 h, 12 h 30 et 13 h 30 - centre-ville.

Les restaurants Simpson célèbrent la rentrée. Offrez-vous un hamburger en panier servi avec frites, salade de chou et boisson gazeuse format ordinaire pour seulement 2,99\$. Valable dans tous les restaurants Simpson à l'exception du Bec-fin. L'offre se termine le samedi 29 août.

LA GARANTIE SIMPSON: Satisfaction garantie ou argent remis.



**TOUT EST DANS LE STYLE**

VENEZ VISITER NOTRE CENTRE D'AUBAINES MODE "LE GRENIER" SIMPSON CENTRE-VILLE 8<sup>E</sup> ÉTAGE

Rendez-vous au magasin Simpson le plus près de chez-vous: Centre-ville 204-4231 • Fairview 897-4870 • Anjou 353-3300 • Laval 687-1540 et St-Bruno 461-2211. Heures d'ouverture au centre-ville: Du lundi au mercredi - 10h à 18h. Jeudi et vendredi - 10h à 21h. Samedi - 9h à 17h. Heures d'ouverture des magasins succursales: Du lundi au mercredi - 9h30 à 18h. Jeudi et vendredi - 9h30 à 21h. Samedi - 9h à 17h.

# La Fondation Terry Fox soutient l'Institut de recherche clinique

CAROLE THIBAudeau

« Le mérite de Terry Fox, c'est d'avoir compris, malgré son jeune âge, que le remède à toute maladie se trouve dans le laboratoire. Il en a été ainsi pour la polio et pour la tuberculose. Il en sera de même pour le sida et le cancer. »

Le Dr Jacques Cantin, de la Société canadienne du cancer, a rendu hommage à l'auteur du Marathon de l'espoir, au cours de la conférence de presse annonçant que la Fondation Terry Fox accordera \$150 000 par année pendant cinq ans au laboratoire de virologie moléculaire de l'Institut de recherche clinique de

Montréal, laboratoire dirigé par le Dr Paul Jolicoeur.

La mère du courageux marathonnien, Mme Betty Fox, était présente à la conférence. Mme Fox parcourt le pays pour préparer la tenue de la Septième Course annuelle Terry Fox, le 13 septembre. Terry, décédé en 1981, a toujours insisté pour que tout

l'argent recueilli par son oeuvre soit donné à la recherche sur le cancer. C'est l'Institut national du cancer qui redistribue les fonds aux laboratoires canadiens qui travaillent sur le cancer.

Le Dr Jolicoeur affirme que la somme reçue correspond à peu près à la moitié du financement

d'un laboratoire comme le sien, doté d'une vingtaine de personnes. « Mais Mme Fox nous apporte beaucoup plus que l'indispensable soutien financier, a commenté le chercheur. Elle nous apporte de l'encouragement, le sentiment que beaucoup de gens dans la population sont solidaires de notre travail, ce qui nous don-

ne le soutien moral dont les chercheurs ont tellement besoin. »

L'argent sera employé à trois projets de recherche reliés au cancer. Un des projets consiste à identifier de nouveaux oncogènes, un oncogène étant une portion d'ADN qui induit le cancer. « Il y a sûrement une cinquantaine d'oncogènes naturellement portés par nos chromosomes. Ces gènes demeurent normalement inexprimés, mais ils peuvent être activés par certains rétrovirus. »

Un deuxième projet consiste à produire, au moyen du génie génétique, une souris qui n'existe pas dans la nature et qui a pour propriété de développer tel ou tel type de cancer. Certains laboratoires des États-Unis réussissent déjà à produire des lignées de souris dont on est certain, génétiquement, qu'elles développeront un cancer de la glande mammaire, ou du pancréas, par exemple. L'équipe du Dr Jolicoeur a pour sa part réussi une première mondiale, en développant une souris qui fait à la fois une tumeur mammaire et l'érythroleucémie, c'est à dire une leucémie des globules rouges. Cette souris se révèle un modèle précieux pour développer, à long terme, une thérapie pour la leucémie humaine. C'est une technique extrêmement puissante, de dire le Dr Jolicoeur. Notre souris leucémique a obtenu un grand succès lorsque nous l'avons présentée en juillet au Trade annual meeting on oncogens, à Washington. »

Enfin, le troisième projet relié au cancer consiste à isoler des « revertants », nom donné aux cellules cancéreuses qui reviennent à leur état sain après une mutation causée par un produit chimique. « On a découvert que certains revertants développent une résistance à plusieurs formes d'oncogènes et non à une seule, rapporte le Dr Jolicoeur. Cela nous indique que les voies métaboliques qui mènent au cancer sont en nombre limité. Ça ne devrait pas être une tâche herculéenne que de parvenir un jour à les bloquer. »

Ce dernier projet a ouvert une nouvelle voie de recherche très prometteuse. Si prometteuse que si tôt ses résultats publiés, plusieurs laboratoires américains ont décidé de travailler sur le modèle du Dr Jolicoeur.

Les organisateurs de la course Terry Fox, qui se tient simultanément dans de nombreuses villes du pays, attendent 25 000 participants. L'objectif est fixé à \$4 millions, dont \$400 000 au Québec. L'an dernier, la course avait rallié 23 400 personnes au Québec, et permis de recueillir \$340 000.

## Une trentaine d'élèves refusent de réintégrer leur école

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Parce que le ministre de l'Éducation, Claude Ryan, refuse de trancher un litige entre deux commissions scolaires, la rentrée d'une trentaine d'écopiers du primaire de Deux-Montagnes risque d'être perturbée.

Les parents de ces enfants se sont regroupés et, hier soir, ils ont décidé que, le 7 septembre, leurs enfants iraient à la nouvelle école Emmanuel-Chemard, située à moins de cinq minutes à pied de leurs domiciles du Domaine du Coteau, à Deux-Montagnes.

Or la Commission scolaire Deux-Montagnes ne peut les accueillir parce ces enfants appartiennent à la Commission scolaire Saint-Eustache refusant de les libérer.

Le directeur général de la commission scolaire Deux-Montagnes, M. Pierre Leduc, a expliqué qu'il y a une vingtaine d'années, alors que la municipalité de Deux-Montagnes n'existait pas et que le secteur où ils habitent n'était qu'un vaste champ, il y a eu échange de terrains. Le Domaine du Coteau est alors tombée sous la responsabilité de la commission scolaire de Saint-Eustache à laquelle les nouveaux résidents paient leurs taxes scolaires.

Lorsque le projet domiciliaire a été lancé, les autorités scolaires de Deux-Montagnes ont décidé de construire un nouvel immeuble afin de remplacer l'école Sauvée. On était alors convaincu que les enfants d'âge primaire du nouveau secteur domiciliaire iraient à cet endroit. Mais tel ne fut pas le cas!

Les parents ne veulent pas envoyer leurs enfants à l'école à Laval-Ouest ou à Saint-Eustache. « Pour se rendre à ces endroits, nos jeunes devraient voyager au moins 40 minutes matin et soir, alors que nous avons à côté de chez nous une belle école neuve », allégué Mme Joan Legault.

Le leader du groupe de parents protestataires, M. Charles Toupin, a déclaré qu'en février dernier une pétition avait été envoyée au ministre Ryan pour lui demander de se prononcer sur ce débat. « Monsieur Ryan ne veut rien faire avant la tenue des prochaines élections scolaires, en novembre. Pendant ce temps, ce sont nos enfants qui sont tenus en otages », conclut-il.

Les autorités scolaires de Deux-Montagnes appellent les parents dans leur démarche. Elles sont intervenues en vain auprès du ministre de l'Éducation.

# SUBARU PRÉSENTE LA CHASER 4 ROUES MOTRICES \$8585\*

LA VOITURE À 4 ROUES MOTRICES LA MOINS CHÈRE AU CANADA

<b>BOUL. ST-MARTIN AUTO</b> 667-4960 1430, boul. ST-MARTIN LAVAL	<b>COITEUX AUTO</b> 526-3363 5235, PAPINEAU MONTREAL	<b>LACORDAIRE AUTO</b> 254-3566 7830, rue LEMANS ST-LÉONARD	<b>LAVIGNE GARAGE</b> 457-5327 37, rue Ste-Anne Ste-Anne de Beloeil	<b>MONTREAL SUBARU</b> 737-4441 4900, rue Paré Montreal
<b>SAHDHU SUBARU</b> 367-2299 7315, boul. Newman LASALLE	<b>SUBARU REPENTIGNY</b> 585-9950 761, Notre-Dame REPENTIGNY	<b>SUBARU LONGUEUIL</b> 677-6361 522-6045 465 e., Curé-Poirier LONGUEUIL	<b>SUBARU ST-JEROME</b> 437-5186 2355, boul. Labelle ST-JEROME	<b>SUBARU AUTO CENTRE</b> 937-4235 4032 e., Ste-Catherine MONTREAL

quantité limitée \* transport et préparation en sus  
INCLUANT GARANTIE «SUBARU» 5 ANS 100,000 km  
rouage d'entraînement  
Association des concessionnaires SUBARU



QUALITÉ DU JAPON

LA VOITURE/QUI VA PLUS LOIN



## CARACTÉRISTIQUES

- Direction à pignon et crémaillère
  - Suspension indépendante aux 4 roues
  - Freins à disques avant ventilés
  - Sièges baquets avant inclinables
  - Emplacement cargo 33.9 p.c.
  - 4 x 4 sur demande
- ET BEAUCOUP D'AUTRES CARACTÉRISTIQUES STANDARD

# NE MANQUEZ PAS LE GRAND SOLDE ESTIVAL CHEZ SIMPSON

## BICYCLETTES

**179,99 CH.** BICYCLETTE DE COURSE 12 VITESSES PROCYCLE POUR HOMMES. Roue avant à dégroupement rapide, dérailleur Shimano, pneus de 27 x 1 1/8 po, cadre de 23 po.

**49,99 CH.** BICYCLETTE POUR ENFANTS. Roue de 12 po, frein arrière à étrier, roues stabilisatrices.

**79,99 CH.** TROTINETTES POUR ENFANTS. Frein jumelé à étrier.

**RABAIS JUSQU'À 25%** TOUTES LES PLANCHES À ROULETTES DE 10 PO x 30 PO La sélection varie selon le magasin. Prix ord. 54,99 à 64,99 **VENTE 39,99 CH.**  
742/752, ARTICLES DE SPORT  
Non disponibles à Laval.  
Requie et assemblage des bicyclettes en sus.

Faites vite pendant qu'il en reste!

## TONDEUSES

**RABAIS 40%** TONDEUSE ÉLECTRIQUE BEAUMARK™. Largeur de coupe de 18 po, manche pivotant, hauteur de coupe réglable à 5 positions. N° BE200. Prix ord. 179,99 **VENTE 139,99 CH.**

**RABAIS 20%** TONDEUSE ÉLECTRIQUE BEAUMARK™ Largeur de coupe de 18 po, manche pliant et pivotant. N° BE100. Prix ord. 139,99 **VENTE 119,99 CH.**

**RABAIS 40%** TONDEUSE ÉLECTRIQUE PUISSANCE PLUS DE BEAUMARK™. Largeur de coupe de 18 po. Avec Puissance Plus pour couper les hautes herbes. N° BE300. Prix ord. 209,99 **VENTE 169,99 CH.**

**RABAIS 40%** TONDEUSE/DECHIQUETEUSE ÉLECTRIQUE BEAUMARK™. Se transforme facilement en déchiqueteuse. Largeur de coupe de 18 po, manche pivotant. N° BE400. Prix ord. 259,99 **VENTE 219,99 CH.**

**RABAIS JUSQU'À 70%** TONDEUSES À ESSENCE. Choix incluant des modèles à ensachage arrière ou à évacuation latérale. La sélection varie selon le magasin. Prix ord. 289,99 à 449,99 **VENTE 249,99 À 379,99**  
781, QUINCAILLERIE  
Non disponible à Laval, St-Bruno et Anjou.

## ACCESSOIRES DE JARDIN

**RABAIS 33%** CHOIX D'AJUTAGES DE BOYAU ET D'ARROSEURS. La sélection varie selon le magasin. Prix ord. 2,99 à 23,99 **VENTE 1,99 À 15,99**

**RABAIS 33%** CHOIX D'OUTILS DE JARDIN À MANCHE COURT OU LONG. La sélection varie selon le magasin. Prix ord. 2,99 à 23,99 **VENTE 1,99 À 15,99**  
781, QUINCAILLERIE  
Non disponible à Laval, St-Bruno et Anjou.

## JOUETS

**RABAIS 25%** CHOIX DE JOUETS D'ÉTÉ À PRIX ORDINAIRE. Groupe incluant bouées de natation, piscines d'enfant, balançoires pour bébés, trompettes à bulles, pistolets à pétards et autres.

**RABAIS 50%** CHOIX DE JOUETS À PRIX ORDINAIRE POUR GARÇONS. «Mask», «Rambo», «Maîtres de l'Univers» et autres. Prix ord. 4,49 à 41,99 **VENTE 2,24 À 20,99**  
762, JOUETS

## TENUES ATHLÉTIQUES

**RABAIS 25%** TOUS\* LES COORDONNÉS EN MOLLETON POUR ELLE ET LUI. \*Excluant «Converse» et «Reebok». La sélection varie selon le magasin. Tailles P à TG pour hommes; P, M, G pour femmes. Prix ord. 19,99 à 34\$ **VENTE 14,88 À 24,99**

**4,88 À 19,88** CHOIX DE CHEMISES ET SHORTS RÉPUTÉS POUR HOMMES AU RAYON DES ARTICLES DE SPORT. La sélection varie selon le magasin.

**RABAIS JUSQU'À 25%** CHOIX DE TENUES SPORTEK POUR HOMMES ET FEMMES. Groupe incluant des modèles à glissière ou à enfil. La sélection varie selon le magasin. Tailles disparates. Prix ord. 19,99 à 32,99 **VENTE 14,88 À 24,88**  
740, ARTICLES DE SPORT  
Non disponibles à Laval.

## SOINS PERSONNELS

**RABAIS 25%** RASOIR «PHILISHAVE TRACER» DE PHILIPS. À bitension. N° HP1622. Prix ord. 42,99 **VENTE 32,24 CH.**

**RABAIS 25%** RASOIR RECHARGEABLE «PHILISHAVE TRACER» DE PHILIPS. N° HP1722. Prix ord. 69,99 **VENTE 52,49 CH.**  
636, APPAREILS DE SOINS PERSONNELS

## DIVERS

**RABAIS JUSQU'À 40%** CHOIX DE FOURRE-TOUT. Variété de modèles et couleurs. Prix ord. 22\$ à 25\$ **VENTE 14,99 CH.**  
796, BAGAGES  
Non disponibles à Laval.

**RABAIS 20%** LA VENTE CONTINUE SUR TOUTES NOS GLACIÈRES. La sélection varie selon le magasin. Prix ord. 15,99 à 49,99 **VENTE 12,79 À 39,99**  
742, ARTICLES DE SPORT

**RABAIS 25%** SUR TOUS LES JEUX D'EXTÉRIEUR SPORTCRAFT Choix de jeux de badminton, volleyball, fers et autres. La sélection varie selon le magasin.  
742, ARTICLES DE SPORT

**RABAIS 40%** LA VENTE CONTINUE SUR TOUS NOS GANTS DE BASE-BALL «CATCH». Modèles pour jeunes et adultes. La sélection varie selon le magasin. Prix ord. 15,98 à 49,98 **VENTE 9,59 À 29,98**  
742, ARTICLES DE SPORT  
Non disponibles à Laval.

**RABAIS 33%** TOUS LES ARTICLES POUR PIQUE-NIQUE OU JARDIN AU RAYON DES ARTICLES MÉNAGERS  
637, ARTICLES MÉNAGERS

**RABAIS 30%** TOUTES LES NAPPES ET NAPPERONS D'ÉTÉ EN VINYLE  
601/879, LINGE DE MAISON

**RABAIS 25%** TOUTES LES SERVIETTES DE PLAGE  
601/879, LINGE DE MAISON

LA GARANTIE SIMPSON: Satisfaction garantie ou argent remis.



TOUT EST DANS LE STYLE

VEZ VISITER NOTRE CENTRE D'AUBAINES MODE "LE GRENIER" SIMPSON CENTRE-VILLE B' ÉTAGE

Rendez-vous au magasin Simpson le plus près de chez-vous: Centre-ville 284-4231 • Fairview 697-4870 • Anjou 353-3300 • Laval 687-1540 et St-Bruno 461-2211. Heures d'ouverture au centre-ville: Du lundi au mercredi - 10h à 18h. Jeudi et vendredi - 10h à 21h. Samedi - 9h à 17h. Heures d'ouverture des magasins succursales: Du lundi au mercredi - 9h30 à 17h. Jeudi et vendredi - 9h30 à 21h. Samedi - 9h à 17h.

**Simpson**  
MONTREAL